

ADRAR :

3 morts et 10 blessés dans un accident de la circulation à Reggane



المجمع الإعلامي "الديوان" يعلن؛

يعلن المجمع الإعلامي "الديوان" بمناسبة الإحتفاء
بعيدي الإستقلال والشباب عن إفتتاح مكتبه
الجديد الكائن مقره بحي الصنوبر - حيدرة "الجزائر
العاصمة".

وفي إطار توسيع شبكته الإعلامية يفتح المجمع
الإعلامي "الديوان" باب التوظيف لصحفيين ذوي
خبرة.

على المهتمين إرسال السير الذاتية على الإيميل
التالي :

Contact@eddiwan.dz

journal.eddiwan2020@gmail.com

page 2

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles Dimanche 24 Septembre 2023 - Prix : 15 DA Tirage 2000

EN VUE D'APPORTER UNE CONTRIBUTION EFFECTIVE:

Attaf participe à une réunion des MAE des 5 pays qui rejoindront le Conseil de sécurité onusien



page 2

Actualité

ALGERIE - ETHIOPIE:

Cherfa

reçu

à Addis-Abeba
par la présidente
de la République **2**



MDN:

**Cérémonie
d'ouverture
de l'exercice
"Chemex Afrique" **2****

RENTÉE
UNIVERSITAIRE
2023/2024 :

**Jour de reprise
hier, pour plus
de 1.6 million
d'étudiants **3****

ALGÉRIE :

Les accidents de la route coûtent 100 milliards Da/an

p3

EN VUE D'APPORTER UNE CONTRIBUTION EFFECTIVE:

Attaf participe à une réunion des MAE des 5 pays qui rejoindront le Conseil de sécurité onusien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a participé, vendredi à New York, à une réunion ministérielle des représentants des cinq pays qui rejoindront le Conseil de sécurité des Nations unies à partir du 1er janvier prochain, indique, hier, un communiqué du ministère.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a participé, ce jour à New York, à une réunion ministérielle des représentants des cinq pays qui rejoindront le Conseil de sécurité onusien à partir du 1er janvier prochain", lit-on dans le communiqué du ministère. Il s'agit, ajoute la même source, de "l'Algérie, la République de Corée, la Slovaquie, la Sierra Léone et le Guyana, élus par l'Assemblée générale de l'ONU en juin dernier pour occuper des sièges non permanents au Conseil de sécu-



MDN:

Cérémonie d'ouverture de l'exercice "Chemex Afrique"

Le secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Mohamed Salah Benbicha, a supervisé samedi à Alger la cérémonie d'ouverture de l'exercice, à composantes multiples, de renforcement des capacités d'intervention en cas d'urgence chimique, intitulé "Chemex Afrique", indique un communiqué du MDN. "Monsieur le secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Mohamed Salah Benbicha, a supervisé ce samedi 23 septembre au niveau du Cercle de Garnison de l'Armée nationale populaire de Ain Naâdja, Alger/le RM, la cérémonie d'ouverture de l'exercice, à composantes multiples, de renforcement des capacités d'in-

tervention en cas d'urgence chimique, intitulé "Chemex Afrique", destiné aux représentants des Etats-Parties à la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques (CIAC) de la région d'Afrique", souligne le communiqué. Selon la même source, cet événement régional qu'abrite l'Algérie en collaboration avec l'Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques (OIAC) durant la période du 23 septembre au 4 octobre 2023, "sera animé par des instructeurs nationaux et étrangers, et sous la supervision d'observateurs et d'évaluateurs internationaux". "L'exercice en question vise le renforcement des capacités de réponse des Etats-Parties d'Afrique aux urgences chi-

miques et la consolidation de l'appui technique de l'OIAC en matière d'assistance et de protection concernant l'emploi ou la menace d'emploi d'armes chimiques ou de produits chimiques et toxiques, et la promotion du dialogue entre les spécialistes des Etats-Parties à la CIAC appartenant à différentes communautés régionales d'Afrique", explique le communiqué. Le Secrétaire Général du MDN a mis en avant, à l'occasion, "le rôle leader de notre Pays dans l'application de ladite Convention". "Sans aucun doute, l'Algérie depuis son adhésion à l'Organisation, a œuvré à l'application rigoureuse de la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques et a joué un rôle actif, en sa

qualité de membre du Conseil exécutif de l'Organisation, dans le renforcement de la position de l'Afrique et la défense de ses intérêts, consolidant ses capacités dans les différents volets ayant trait à l'application de la Convention", a-t-il affirmé. Au programme de cet exercice, le premier de son genre en Algérie et en Afrique, des formations avancées en matière de protocoles d'intervention en cas d'attaque ou d'incident chimiques, avec utilisation de moyens sophistiqués de reconnaissance, de détection, d'échantillonnage, de décontamination et d'évacuation sanitaire, en plus d'un exercice de simulation d'une attaque terroriste chimique, exécuté par les stagiaires africains.

Baddari préside la cérémonie d'ouverture officielle de l'année universitaire 2023-2024

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé samedi à l'université du 8-Mai 1945 de Guelma, en présence des autorités de la wilaya, la cérémonie d'ouverture officielle de l'année universitaire 2023-2024. Lors de la cérémonie, organisée dans la salle de conférences-Sassi-Benhamla du pôle universitaire

de 5.500 places, le ministre a animé une conférence intitulée "une université innovante au service d'une Algérie émergente", en présence des recteurs de plusieurs universités du pays. M.Baddari a souligné, au cours de son intervention, à laquelle ont également assisté par visioconférence plusieurs autres recteurs et des walis, que "le développement de

l'université pour en faire une locomotive de croissance et un moteur de l'économie nationale est au cœur des préoccupations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a consacré 11 parmi ses 54 engagements à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique". Le ministre a déclaré que les établissements d'enseignement supérieur et

de recherche scientifique ont favorisé la "création de 117 bureaux d'études afin de générer de la richesse et fournir l'expertise par l'élaboration des études requises par l'économie nationale". Il a ajouté que cette année a également vu le dépôt de 870 brevets par des chercheurs universitaires, au moment où 200 autres brevets sont attendus.

ADRAR :

3 morts et 10 blessés dans un accident de la circulation à Reggane

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et dix (10) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu samedi dans le territoire de la daïra de Reggane (Sud d'Adrar), a-t-on appris auprès des services de la protection civile. L'accident s'est produit à une dizaine de kilomètres de Reggane

sur la route menant vers la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, suite au dérapage et au renversement d'un véhicule tout terrain, causant la mort de trois passagers dont deux sur place et faisant 10 blessés à différents degrés de gravité, a-t-on précisé. Les éléments de l'unité secondaire de la protection ci-

vile de Reggane sont aussitôt intervenus pour évacuer les corps des victimes décédées et les blessés vers l'hôpital de la même collectivité. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de l'accident, a-t-on ajouté.

Attaf rencontre des hauts responsables de plusieurs organisations internationales et régionales

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu vendredi à New York avec des hauts responsables de plusieurs organisations internationales et régionales, et ce dans le cadre de sa participation aux travaux du segment ministériel de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU, indique samedi un communiqué du ministère. M. Attaf a rencontré successivement le président de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Omar Touray, le secrétaire général de la Ligue Arabe, Ahmed Aboul Gheit, le vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, et le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, précise la même source. Ces entretiens ont porté sur "les relations de coopération et de partenariat qui lient l'Algérie à ces organisations et les perspectives de leur renforcement afin de contribuer de manière effective et efficace à la réalisation des objectifs de paix, de sécurité et de développement dans la région, à la lumière des efforts déployés par notre pays pour faire prévaloir le dialogue afin d'apaiser les situations et de résoudre les crises en cours en Libye, au Mali et au Niger", conclut le ministère.

ALGERIE - ETHIOPIE:

Cherfa reçu à Addis-Abeba par la présidente de la République

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a été reçu vendredi à Addis-Abeba, par la Présidente de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, Sahle-Work Zewde, suite à l'ouverture de la ligne aérienne internationale directe reliant entre Alger et Addis Abeba. La Présidente de la République fédérale démocratique d'Ethiopie s'est félicitée, lors de cette rencontre, des efforts consentis par les deux parties pour concrétiser les engagements des dirigeants des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue éthiopienne, notamment ceux contractés lors de la visite qu'a effectué Mme Sahle-Work Zewde en Algérie au mois de juillet 2022 à l'occasion de la célébration du soixantenaire de l'Indépendance, à savoir la décision d'ouvrir la ligne aérienne directe Alger-Addis Abeba.

INONDATIONS EN LIBYE :

Goudjil signe le registre de condoléances au nom du président de la République

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a signé, au siège de l'ambassade de la Libye, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le registre de condoléances, suite aux inondations dévastatrices qui ont récemment touché le pays. «Suite aux inondations qui ont touché récemment l'Etat frère de Libye, notamment la ville de Derna et sa banlieue, causant des milliers de morts parmi nos frères libyens, je tiens à vous présenter, au nom du président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, M. Abdelmadjid Tebboune, et en mon nom propre, nos condoléances les plus attristées et vous assurons de notre profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant de gratifier les morts de Sa sainte miséricorde, de guérir les blessés et de prêter aux familles endeuillées et au peuple libyen patience et réconfort», lit-on dans le message de condoléances. «Aussi, nous réaffirmons le soutien de l'Algérie au peuple libyen frère en cette pénible épreuve, et notre solidarité en toutes circonstances. Par devoir de fraternité et de bon voisinage, nous avons envoyé les aides nécessaires et les équipes de secours dans la ville de Derna, pour aider à retirer les victimes des décombres», a ajouté le président du Conseil de la nation dans son message.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdolkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia - Beb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
POUR VOTRE PUBLICATION S'ADRESSERA :
L'Entreprise Nationale de Communication,
d'Édition et de Publicité :
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.net
esc.societe@gmail.com
Tel : 0770 77 03 30
0660 74 95 86
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies
envoyés ou remis
à la rédaction ne peuvent
être rendus ni faire
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tout article
sauf accord
de la direction
du journal.

RENTÉE UNIVERSITAIRE 2023/2024 :

Jour de reprise hier, pour plus de 1.6 million d'étudiants

Plus de 1.6 million d'étudiants ont rejoint, hier les bancs de l'Université, au titre de l'année universitaire 2023/2024, encadrés par près de 70.000 enseignants au niveau des différents établissements universitaires, a indiqué le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ali Choukri.

Le nombre de nouveaux bacheliers est estimé à près de 331.272 étudiants, dont 312.745 ont été orientés, alors que 293.718 étudiants ont effectué leur inscription définitive jusqu'au 30 août dernier, soit 96.68%. La nouvelle année universitaire connaît une affluence vers les spécialités scientifiques et technologiques, a-t-il ajouté, citant l'orientation de 64% des nouveaux étudiants vers ces spécialités, contre un taux de 36% pour les sciences humaines et sociales. De nouvelles spécialités adaptées au marché de l'emploi ont été créées au niveau de plusieurs établissements universitaires, via des réseaux thématiques, à savoir le dessalement de l'eau de mer et le traitement des eaux salines créées au niveau des universités de Ouargla, l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediene d'Alger (USTHB), l'École nationale supérieure d'hydraulique (ENSH) et l'École nationale polytechnique de l'Oran dans le cadre du soutien à la sécurité hydrique. Pour renforcer certaines spécialités, les étudiants en médecine ont bénéficié, cette année, de la création de 14 nouveaux points de formation, sous forme d'annexes rattachées aux facultés d'origine. Ces dernières ont enregistré l'inscription de 4.000 étudiants à leur niveau, soit 27% de l'ensemble des étudiants inscrits dans cette filière. En ce qui concerne les deux nouvelles écoles supérieures créées au niveau du pôle technologique de Sidi Abdallah,



l'École nationale supérieure de la nano et nanotechnologie a enregistré l'inscription de 200 étudiants, tandis que 215 autres ont été inscrits à l'École nationale supérieure de la technologie des systèmes autonomes. L'École nationale supérieure de Mathématiques a, quant à elle, accueilli 306 étudiants, tandis que l'École nationale de l'intelligence artificielle a enregistré 314 étudiants, selon le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère. Par ailleurs, 246 étudiants se sont inscrits en double diplôme au niveau de 6 universités pilotes pour

cette année, à savoir M'sila (droit privé et informatique, management des affaires et anglais), Laghouat (spécialités économie numérique et mathématiques appliquées), Tlemcen (spécialités finance internationale et anglais), Oran 1 (spécialités informatique et sciences de gestion), et Annaba (automatisme et informatique). Sur le plan organisationnel, les inscriptions universitaires de cette année ont été marquées par la consécration de la politique "zéro papier", à travers la numérisation de l'opération dans ses différentes étapes, en sus des services ayant en-

registré l'adoption d'une carte intelligente "unique et unifié" qui permet d'accéder à toutes les œuvres universitaires (transports, hébergement, restauration et bibliothèques). Par ailleurs, le secteur de l'enseignement supérieur sera renforcé par 40.000 places pédagogiques, réalisées dans 8 wilayas pour une enveloppe de 44,75 milliards de dinars, et de 21.500 lits répartis à travers 9 wilayas pour un montant de 25,75 milliards de dinars, et ce en vue d'améliorer les capacités d'accueil des étudiants au niveau des établissements universitaires.

ALGÉRIE :

Les accidents de la route coûtent 100 milliards Da/an

Les accidents de la route coûtent au Trésor des pertes d'une valeur de 100 milliards Da/an, a indiqué jeudi à Alger, le spécialiste en Economie des transports à l'École des hautes études commerciales (EHEC), Fares Boubakour. Lors d'une journée d'étude sur « le renforcement de la conduite défensive et la préservation de la sécurité routière en Algérie », le spécialiste a passé en revue les indicateurs aggravant davantage ce phénomène, saluant les efforts jusque-là déployés par les autorités du pays. De son côté, le président du Conseil national économique, social et environnemental

(CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, a précisé que le phénomène des accidents de la route en Algérie « a des impacts économiques, sociaux et environnementaux majeurs, d'où la nécessité de recourir à des spécialistes en analyses comportementales » pour tenter de freiner ce fléau. Selon lui, les mesures coercitives et techniques, ainsi que les points de contrôle routier s'avèrent « insuffisants ». Il a jugé nécessaire, dans ce contexte, « d'impliquer des spécialistes en analyses comportementales dans la cristallisation de solutions à ce phénomène, dans l'examen des me-

sures à prendre et surtout dans la vulgarisation du concept de la conduite défensive ». Le Conseil s'engage à « soumettre toutes recommandations aux plus hautes autorités du pays, d'où il revient aux participants de contribuer efficacement à la prise de décision concernant ce phénomène ». Intervenant à cette occasion, la sous-directrice du Trafic routier au ministère des Transports, Hassiba Gouasmia, a abordé l'aspect juridique lié à la circulation et souligné, par là même, l'importance d'adopter « la conduite défensive » comme stratégie de conduite. Elle a également

jugé nécessaire de se focaliser sur la conscientisation et la formation, « en lançant des campagnes nationales de sensibilisation + à intégrer dans les programmes scolaires+, en renforçant le volet de la formation et en créant un fonds spécial d'appui à la sécurité routière ». A noter que le CNESE a honoré, à cette occasion, la famille de feu Mohamed Lazouni dit « Chorti El-Mekhfi », connu pour son émission « Tarik Es-salama » de la télévision publique, eu égard à ses efforts en matière de sécurité routière et de sensibilisation au danger de l'irrespect du Code de la route.

DEPUIS L'ARRIVÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE:
Le CNES se félicite du saut qualitatif réalisé par l'université

Le Conseil national des enseignants du Supérieur (CNES), s'est félicité du saut qualitatif qu'a connu le secteur de l'Enseignement supérieur, mettant en évidence "les résultats positifs" réalisés à travers les multiples réformes. Le Conseil a indiqué dans un communiqué, à la veille du lancement de l'année universitaire 2023-2024, qu'il "se félicite du saut qualitatif qu'a connu le secteur de l'Enseignement supérieur depuis l'arrivée du président de la République, mettant en évidence "les résultats positifs" réalisés à travers les multiples réformes au niveau du secteur, ce qui a déclenché une grande révolution qui a contribué à hisser le niveau de l'Université algérienne, pour atteindre le rang de ses homologues au niveau arabe et régional". Ce saut qualitatif s'est manifesté également à travers "de grands pas" franchis en termes de numérisation du secteur et d'"instructions strictes" de recruter directement les titulaires de magistère et de doctorat, en veillant à "réviser les statuts particuliers de l'enseignant-chercheur, et d'adopter la langue anglaise dans la recherche scientifique". L'accent a également été mis sur "une plus grande ouverture sur le secteur économique, avec la recommandation de renouer avec les gloires du sport universitaire, caractérisé par les compétitions collectives entre universités et cités universitaires", lit-on dans le communiqué. "La pandémie de Covid-19 a contraint les universités du monde dont l'université algérienne à chercher d'autres alternatives pour remplacer l'enseignement conventionnel (présentiel) réalisant des pas importants en matière d'enseignement à distance", a ajouté le Conseil dans son communiqué. Rappelant l'introduction de la numérisation au niveau des bibliothèques universitaires, le Conseil a souligné "l'impératif d'opter pour une gestion numérique de l'université sur les volets enseignement et administration en application des orientations du Président de la République". Compte tenu des enjeux actuels et des efforts consentis, "le CNES s'est félicité de la rentrée universitaire paisible ayant marqué les trois dernières saisons universitaires depuis l'élection du Président de la République soucieux, à travers ses orientations au Conseil des ministres, d'assurer une rentrée universitaire paisible et réussie", lit-on encore dans le communiqué. Saluant l'appel à "l'élaboration d'une étude globale et accomplie sur la faisabilité d'un retour graduel au système classique", le CNES a mis en avant "l'augmentation des salaires décidée au début de l'année en cours au profit du secteur ainsi que celle prévue au début de l'année prochaine". Le Conseil a appelé à "soumettre, en urgence, la mouture des statuts pour débat à l'instar des autres secteurs", affirmant sa disposition en sa qualité de syndicat à engager des pourparlers afin de concrétiser un projet fructueux à la hauteur des ambitions des enseignants et du Président de la République". Dans le même contexte, le CNES a mis en exergue "la diffusion de la langue anglaise, en tant que langue universelle, en milieu universitaire", plaidant pour "la formation des enseignants universitaires à l'étranger".

Les dispositions applicables au numéro d'identification national définies par décret

Un décret exécutif relatif au numéro d'identification national unique (NIN) a été publié au Journal officiel n° 60. Ce texte a pour objet de définir les dispositions applicables au NIN. Au sens du présent décret, le « Numéro d'identification national unique (NIN) » est défini comme une « information personnelle en format numérique, représentant un certain nombre de données liées à l'identification de chaque personne qu'elle soit physique ton moral, reflétant d'une manière fiable et sécurisée son identité et son état. » Il est attribué aux citoyens algériens nés en

Algérie ou à l'étranger, aux étrangers nés ou se trouvant en Algérie, ainsi qu'aux personnes morales présentes en Algérie. Le NIN est un numéro personnel, permanent, interchangeable et non modifiable, utilisé selon les conditions et les modalités définies par la législation et la réglementation en vigueur, selon le texte, qui précise que ce numéro d'identification est porté sur les registres et extraits d'état civil tenus au niveau des communes et des services consulaires algériens; sur les documents officiels d'identité et de circulation des citoyens algériens, délivrés par les autorités na-

tionales compétentes ainsi que par les représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger; les titres et documents officiels délivrés par les autorités nationales compétentes aux étrangers; et les documents portant les informations d'identification des personnes morales. La structure du NIN comprend dix-huit (18) chiffres, avec des positions réservées pour indiquer des informations telles que le sexe, la mention de l'acte, la naissance en Algérie ou à l'étranger, l'année d'inscription dans le registre des naissances, le code de la commune ou du pays d'inscription

de la naissance, le numéro de l'acte de naissance, le numéro de série de registre par année, et une clé de contrôle. Selon le même décret, un système automatisé est créé auprès du ministre chargé de l'intérieur, afin de générer le NIN et de généraliser son utilisation, et les entités gouvernementales sont tenues de s'assurer que leurs systèmes d'information sont interconnectés avec ce système. Les citoyens algériens et les étrangers titulaires de documents d'identité biométriques sont dispensés de présenter des documents supplémentaires aux entités gouvernementales, car ces informations

peuvent être obtenues en utilisant le NIN. Les fonctionnaires autorisés à utiliser le NIN sont tenus au secret professionnel, sous peine de sanctions, stipule le texte, qui ajoute que les entités gouvernementales doivent adopter et utiliser le NIN dans toutes les procédures administratives et transactions. Le système automatisé doit être mis en place avant le 31 décembre 2023. Ce décret abroge le décret exécutif n° 10-210 du 16 septembre 2010 concernant le NIN. Les modalités d'application de ces nouvelles dispositions seront précisées ultérieurement par arrêté ministériel.

AGRICULTURE: M. Henni examine avec son homologue jordanien les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a reçu, jeudi à Alger, le ministre de l'Agriculture jordanien, Khaled Hneifat avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, indique un communiqué du ministère.

Le ministre de l'Agriculture jordanien effectuée, à la tête d'une délégation d'investisseurs, une visite de travail de deux jours en Algérie (jusqu'au 25 septembre), à l'invitation du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, précise la même source. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie et des cadres des deux pays, les relations privilégiées entre l'Algérie et la Jordanie ont été au centre des discussions entre les deux parties ainsi que les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale notamment dans le secteur agricole et agroalimentaire. "La rencontre a porté également sur l'échange des expériences et des expertises dans les domaines d'intérêt commun et la volonté de hisser les relations fraternelles et de coopération entre les deux pays frères au niveau du partenariat stratégique au service des intérêts communs pour davantage de développement et de progrès", ajoute le communiqué.



TRANSPORTS : Cherfa examine avec son homologue turc les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh et le ministre turc des Transports et de l'infrastructure, Abdulkadir Uraloglu, ont exprimé, jeudi à Alger, leur volonté de concrétiser des projets communs dans le secteur des travaux publics, notamment la réalisation de lignes ferroviaires. Cette volonté a été exprimée lors du Forum économique algéro-turc du secteur des travaux publics, présidé par MM Rakhroukh et Uraloglu, en présence du vice-ministre turc et de l'ambassadeur turc en Algérie, ainsi que des présidents et directeurs généraux de plusieurs groupes et entreprises économiques, algériens et turcs, activant dans le domaine des travaux publics et des infrastructures. Dans une allocution à l'occasion, le ministre a indiqué que ce forum faisait suite à la réunion d'Istanbul qui s'était tenue en juillet dernier, en marge de la visite officielle du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Turquie, au cours de laquelle le ministre turc avait exprimé son « attachement à renforcer et à promouvoir les liens de partenariat et de coopération dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base ». M. Rakhroukh a souligné, en outre, que ce forum s'inscrivait dans le cadre des « instructions des dirigeants des deux pays et de leur engagement personnel à la promotion de la coopération et du partenariat bilatéraux et à l'augmentation du volume des investissements entre les deux pays, profitant du climat attractif pour l'investissement dans les deux pays ». Il a également mis en avant la volonté des opérateurs économiques des deux pays de construire des relations économiques solides en exploitant les opportunités disponibles pour la réalisation de projets d'intérêt commun. Il a indiqué que le forum « ouvrira la voie à de nouvelles opportunités pour les

hommes d'affaires et les entreprises des deux pays afin d'examiner la possibilité de mettre en place des projets dans le cadre de partenariats communs », ce qui permettrait l'accès aux marchés internationaux. A ce propos, le ministre a appelé les hommes d'affaires et les entreprises turques à développer leurs activités et à exploiter davantage les opportunités d'investissement « diverses et importantes », et à contribuer à la réalisation de projets communs dans le domaine des infrastructures de base, grâce aux avantages et aux incitations substantiels accordés par l'Algérie aux investisseurs étrangers. M. Rakhroukh a également rappelé les investissements engagés par l'Algérie ces dernières années dans le secteur des travaux publics et des infrastructures de base, notamment pour les installations ferroviaires visant à élargir le réseau ferroviaire national qui va relier les différentes régions du pays (sud et nord) et s'étendre à quelques pays africains voisins. Il a affirmé que l'Algérie progressait de manière constante vers le développement du secteur ferroviaire en renforçant et en modernisant le réseau, grâce à la mise en œuvre d'un plan national visant à atteindre 6.000 km de voies ferrées à court terme, pour atteindre 15.000 km à moyen terme. M. Rakhroukh a rappelé la concrétisation de plusieurs « programmes importants » en matière de routes et d'autoroutes, outre le développement d'infrastructures portuaires et aéroportuaires, à travers la réalisation de projets contribuant au développement de l'économie nationale. A cet effet, le ministre a formé le vœu de voir les entreprises turques activant dans le domaine des infrastructures de base participer à la réalisation de ces projets d'investissement, notamment en matière de voie ferroviaire, vu la grande importance accordée par le président de la République au développement du ré-



seau ferroviaire, dans le cadre de la stratégie globale de développement du secteur minier et de promotion des exportations hors hydrocarbures. La Turquie sera l'invitée d'honneur de la 19e édition du Salon international des travaux publics (SITP), prévu du 14 au 18 novembre 2023, a-t-il indiqué, appelant les entreprises et les sociétés turques activant dans le domaine des travaux publics à « participer efficacement » à cette manifestation économique qui permettra de créer une dynamique entre les opérateurs économiques et d'encourager les porteurs de projets innovants. De son côté le ministre turc est revenu sur le travail en cours pour développer davantage les relations algéro-turques, notamment à travers la relance de projets communs dans divers domaines. M. Uraloglu a cité, dans ce sens, les investissements menés par plusieurs entreprises turques en Algérie, notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie, soulignant l'importance de saisir les opportunités d'investissement offertes dans les projets de voies ferroviaires en Algérie. Il a également mis en avant l'importance de la position stratégique de l'Algérie, ainsi que ses ressources énergétiques et ses richesses minières, soulignant que « la Turquie tend à lancer des projets d'investissements communs en Algérie ». Le responsable turc s'est également dit confiant quant à la réussite des pro-

jets d'investissement turcs en Algérie et au développement des relations algéro-turques après ce forum, arguant que l'Algérie et la Turquie ont les moyens d'être au sommet, de par leurs position géographique en Méditerranée ». Le forum a été une occasion pour la tenue de rencontres d'affaires entre des chefs d'entreprises turques et les directeurs généraux des entreprises publiques algériennes, à l'instar du groupe Cosider, l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art (ENGOA), l'Entreprise nationale des matériaux des travaux publics (ENMTP), la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est (SERO-EST), le Groupe d'étude d'infrastructures, de contrôle et d'assistance « GEICA », le groupe d'infrastructure de travaux publics maritimes (GITRAMA), le Groupe d'infrastructure des travaux routiers et ouvrages d'arts (Gitra), l'Agence nationale des études et du suivi de réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) et l'Algérienne des autoroutes (ADA). M. Rakhroukh avait reçu, jeudi au siège du ministère, le ministre turc des Transports et de l'infrastructure, Abdulkadir Uraloglu, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération, notamment dans le domaine des infrastructures et installations portuaires, et de concourir à la réussite de la participation turque au SITP.

VOL DIRECT ALGER/ ADDIS-ABEBA: Une concrétisation des engagements du Président Tebboune et de son homologue éthiopienne

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a affirmé, vendredi depuis Addis-Abeba que le lancement d'un vol direct entre Alger et la capitale éthiopienne intervenait en concrétisation de l'un des engagements principaux des dirigeants des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune et Mme Sahle-Work Zewde. Dans une allocution à l'occasion du lancement du premier vol d'Air Algérie en destination d'Addis-Abeba depuis l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, le ministre a indiqué que la visite de la présidente de la République fédérale démocratique d'Ethiopie en Algérie en juillet 2022 avait abouti à l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre les deux capitales, ce qui contribuera à insuffler une nouvelle dynamique aux relations de coopération bilatérale.

M. Cherfa a estimé que cette étape historique traduisait les efforts visant à consolider les liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Ethiopie, et témoignait des liens historiques profonds entre les deux pays. Il a souligné que cela ouvrira de nouvelles perspectives dans divers domaines, en particulier sur le plan économique et commercial, et facilitera, également, le déplacement des personnes et des marchandises. De son côté, le directeur général d'Air Algérie, Yacine Benslimane, a fait savoir que le vol direct Alger-Addis-Abeba était la 46e destination internationale du réseau extérieur de la compagnie algérienne et la neuvième destination africaine dans le cadre des démarches visant à renforcer le rôle de l'aéroport international d'Alger en tant que point d'accès vital. Cette ligne reliant l'Afrique du Nord à l'Ethiopie, contribuera à la mobilité des voyageurs, des familles et des investisseurs algériens, qui pourront désormais se déplacer facilement. Ce nouveau vol facilitera, également, le déplacement des personnes souhaitant utiliser les aéroports d'Alger et d'Addis-Abeba pour se rendre dans différentes destinations. Pour sa part, le directeur général d'Ethiopian Airlines, Mesfin Tasew Bekele, a déclaré que sa compagnie avait toujours souhaité une ligne directe entre les aéroports d'Alger et d'Addis-Abeba, précisant que la compagnie Air Algérie a réussi à concrétiser cette liaison qui revêt une grande importance pour les relations entre les deux pays, la promotion du commerce et du tourisme et pour les liens entre les deux peuples. Le responsable éthiopien a émis le vœu de sa compagnie de coopérer avec Air Algérie pour renforcer le transport et relier les destinations de voyage en Afrique de l'Ouest en concrétisant cette liaison entre l'aéroport international Houari Boumediene et l'aéroport international de Bole en Ethiopie. La cérémonie qui s'est tenue à l'hôtel Sky Light à Addis-Abeba, a été marquée par la présence de l'ambassadeur d'Algérie en Ethiopie, l'ambassadeur d'Ethiopie en Algérie et des délégations importantes des deux pays représentant divers secteurs économiques et commerciaux.

TEBESSA: La commémoration des événements historiques et des symboles de la Révolution ravive l'immense héritage légué au peuple

Le ministre des Moudjahidine et des ayants-droit, Laïd Rebiga, a déclaré, jeudi à Tébessa, que la commémoration des événements historiques et des symboles de la Révolution "ravive l'immense héritage légué à notre peuple et consolide les traditions de loyauté envers nos martyrs et leurs nobles valeurs".

À son second jour de sa visite de travail dans la wilaya de Tébessa, à l'occasion de la commémoration du 68^e anniversaire de la grande bataille d'El Djorf (22-29 septembre 1955), le ministre a souligné que la perpétuation de ces batailles nationales et le souvenir des martyrs qui ont consenti le sacrifice suprême pour que l'Algérie recouvre sa souveraineté, représentent une étape importante pour la consolidation des valeurs et des principes de la glorieuse Révolution. Il a fait part, dans ce contexte, de la volonté inébranlable de son secteur de raviver la mémoire de la résistance populaire, du mouvement national et de la Révolution de Novembre et ses symboles. M.Rebiga a également souligné que l'observateur de la stratégie adoptée lors de la grande bataille d'El Djorf ne peut qu'être étonné et émerveillé par le courage des combattants de la liberté et en tirera les leçons, notamment lorsqu'il se rendra compte du déséquilibre des forces en matière de nombre, d'armement et d'équipements. Cette épopée historique qui eut pour théâtre le djebel El Djorf, et qui est venue, un mois plus tard, "compléter" l'offensive du Nord-constantinois, témoigne d'une "stratégie militaire habile, ingénieuse et précise qui révéla au grand jour le génie des combattants algériens, leur hardiesse et leur courage extraordinaire". L'Algérie d'aujourd'hui "se nourrit de l'esprit de Novembre, de ses nobles valeurs et de la profondeur des principes contenus dans la déclaration du 1er novembre", a-t-il encore ajouté, soulignant que le pays est aujourd'hui sur le chemin d'un "renouveau national global" sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et "entre de



plain-pied dans une étape décisive sur la voie du développement national en concrétisant le programme du chef de l'Etat et ses 54 engagements". M.Rebiga a appelé, à cette occasion, les jeunes générations à "placer encore plus haut la barre de l'ambition pour réaliser les objectifs de construction et de renouveau, en suivant le rythme de notre temps, mais avec la même détermination que les aïeux qui ont su baliser les chemins de la victoire, afin de faire face aux défis du présent et mener à bien le processus de construction dont nos Martyrs avaient rêvé avec espoir et confiance". Il a souligné, dans le même ordre d'idées, que la nouvelle Algérie a "renforcé ses institutions économiques, conforté ses organes souverains et jeté de solides passerelles avec les partenaires internationaux", ce qui a conduit, a-t-il dit, la communauté internationale à "respecter les positions fermes de notre pays, réitérées par le président de la République lors de son discours devant les chefs d'Etat et les dirigeants du monde lors de la 78^eme

session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, à New York". Le ministre des Moudjahidine et des ayants-droit s'était auparavant recueilli, entouré des autorités de la wilaya et de membres de la famille révolutionnaire, à la mémoire des Chouhada, sur le site de la bataille d'El Djorf, où il a inauguré un salon d'honneur et donné le coup d'envoi d'une opération de réhabilitation de ce lieu historique. M.Rebiga a également inauguré une route réhabilitée sur 10 km entre la commune de Stah Guentis et djebel El Djorf, une opération financée à hauteur de 406 millions de DA, avant d'inaugurer le nouveau lycée Cherfi-Tayeb, dans la commune de Chréa, et le collège Necib-Mohamed dans la commune de Safsaf El Ouesra. Il a aussi présidé la mise en service d'un projet de raccordement de 295 foyers au réseau de distribution de gaz naturel dans la région de Draâ Laâraïbia, dans la commune d'El Oglia. Un projet de 16,58 km qui a nécessité un investissement public de 82 millions de DA.

TEBESSA/ COMMEMORATION DE LA GRANDE BATAILLE D'EL DJORF: "un message fort destiné aux jeunes générations"

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a souligné mercredi soir à Tébessa que la célébration du 68^e anniversaire de la grande bataille d'El Djorf est un "message fort aux jeunes qui se doivent s'imprégner de la Glorieuse révolution et en être fiers". Le ministre qui a présidé une cérémonie organisée en hommage à trois moudjahiddine ayant participé à cette bataille historique qui s'était déroulée du 22 au 28 septembre 1955 dans le djebel El Djorf, dans la commune de Stah Guentis (Tébessa), en l'occurrence Nasr Bouabida, Lessouad Messaï et Ali Boularès, a précisé que la commémoration de cette bataille "constitue une opportunité pour rappeler aux jeunes l'héroïsme, les glorieux faits d'armes et les sacrifices consentis par les révolutionnaires pour que l'Algérie recouvre sa souveraineté". En marge de cette cérémonie qui s'est

tenue au domicile familial du Moudjahid Nasr Bouabida, à Tébessa, le ministre a appelé les Moudjahidine à "communiquer avec les jeunes, les chercheurs et les personnes s'intéressant à l'histoire de la Guerre de libération en donnant leurs témoignages sur les différentes batailles menées pendant la Révolution". M. Rebiga a indiqué que son département ministériel "œuvre à enregistrer, par archivage, transcription ou témoignage oral, leur vécu durant cette époque pour enrichir la Mémoire nationale". De son côté le Moudjahid Nasr Bouabida, né le 23 mars 1933 dans la wilaya de Tébessa, lui-même acteur de la grande bataille d'El Djorf, a appelé à la production d'un film cinématographique révolutionnaire sur cette grande épopée historique, caractérisée par une parfaite organisation. Le mi-

nistre a entamé mercredi soir sa visite de travail dans la wilaya de Tébessa par l'inauguration d'une cantine scolaire centrale au chef-lieu de wilaya, dont la réalisation a nécessité une enveloppe de 25 millions de DA. Une structure qui servira des repas chauds à près de 8.000 élèves scolarisés dans 20 écoles primaires, selon les précisions fournies sur place. Le ministre, qui a animé, par la suite, une conférence diffusée via les ondes de la radio algérienne de Tébessa, poursuivra sa visite, jeudi, en présidant les cérémonies organisées dans le cadre de la commémoration du 68^e anniversaire de la grande bataille d'El Djorf, sur le site même de son déroulement. Il donnera également le coup d'envoi de plusieurs projets de développement et inaugurera d'autres réalisations dans les communes d'El Oglia, de Chréa et de Safsaf El Ouesra.

LA LIGNE FERROVIAIRE GARA DJBILET-BECHAR: des perspectives prometteuses pour la valorisation des ressources minières

Le projet de la ligne ferroviaire Gara Djebilet (Tindouf)- Bechar, dont le processus de préparation technique en prévision du lancement des travaux de réalisation a été entamé récemment sous la direction de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), ouvre de larges perspectives au développement et à l'exploitation des potentialités minières de la région. Inscrit au titre des orientations de l'Etat portant valorisation des richesses minières de la wilaya de Tindouf, portière de l'Algérie sur l'Afrique de l'Ouest, le projet de réalisation de la voie ferrée devra donner une impulsion à la dynamique de développement dans la région à travers l'exploitation et le transport du produit du fer de Gara-Djebilet vers les installations industrielles, ont souligné des cadres, des professionnels et des académiciens approchés par l'APS. Dans ce cadre, le directeur des travaux publics (DTP) de Tindouf, Abdelkrim Belkacem, a affirmé que ce chemin de fer devant relier, sur un millier de km, la wilaya de Béchar et la région de Gara-Djebilet (140 km Sud de Tindouf), "contribuera largement aussi bien à la réduction des coûts de transport du fer depuis le gisement de Gara-Djebilet vers les différentes régions industrielles qu'à la propulsion de la cadence de développement local et la relance de l'économie nationale en général". "Le projet ferroviaire aura, en outre, un impact positif sur le maillon routier de la région, contribuant à atténuer le trafic automobile, notamment des véhicules gros tonnages, sur la RN-50, seul axe névralgique reliant les wilayas de Tindouf et Béchar à d'autres destinations du Nord du pays", a expliqué le même responsable. M. Belkacem a soutenu que cette opération "prometteuse influera positivement sur l'état de cet axe à haute densité qui enregistre annuellement des accidents de la circulation des usagers, sur les moyens de transport de voyageurs et des marchandises notamment, et, par conséquent, contribuera à la réduction des coûts d'entretien périodique".

Promotion des échanges commerciaux avec les pays voisins

De son côté, le président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie "CCI-Tafagoumt", Nouh Abiri, a estimé que le projet "s'avère rentable dans la mesure où il influera positivement sur les conditions socio-économiques des citoyens de la région, en sus de l'ouverture de nouvelles perspectives aux promoteurs économiques à la faveur notamment de l'allègement des frais de transport



des marchandises et moyens nécessaires à l'exploitation de ce gisement". Rendant un grand hommage aux efforts louables fournis par les pouvoirs publics pour la relance de ce projet d'envergure, l'intervenant a estimé que cette opération devra également donner un "nouvel essor" aux échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays de l'Afrique de l'Ouest via le poste frontalier terrestre algéro-mauritanien Chahid Mustapha Benboulaïd. Pour sa part, le Pr Habib Brikallah, du Centre universitaire de Tindouf, a affirmé que la relance par ce projet devra "développer et étendre les réseaux de transport du pays et conforter sa position, à l'échelle régionale, dans l'industrie minière". "L'Algérie mise sur le développement et l'extension de son réseau ferroviaire à l'effet d'exploiter et d'acheminer, d'une manière aisée, ses potentialités minières vers les installations d'industrialisation et la relance des projets d'investissement dans le Grand Sud du pays", a encore indiqué l'universitaire. Et d'ajouter: Ce projet ferroviaire s'inscrit dans la stratégie de l'Etat visant la relance des mégaprojets, gelés des décennies durant, et susceptibles d'être exploités et de booster l'économie nationale, à l'instar du projet d'exploitation du gisement minier de Gara-Djebilet. Un des plus importants gisements de fer de par le monde, celui de Gara-Djebilet, réparti en zones Ouest, Centre et Est, offre une réserve minière oscillant entre 3 et 3,5 milliards de tonnes, dont 1,7 milliard de tonne sera exploitée dans une première phase, ont expliqué les responsables au secteur des mines. Selon les explications fournies, l'investissement mixte Sino-algérien cible la zone Ouest de ce projet, riche de 1,7 milliard de tonnes de fer, soit 56 % des réserves totales de ce gisement. Ce projet stratégique vise, entre-autres objectifs, à approvisionner les entités industrielles nationales en matières premières de fer et d'acier, à contribuer à renflouer les revenus nationaux hors-hydrocarbures et à générer, au lancement des travaux de réalisation, près de 3.000 emplois, à la satisfaction de la wilaya de Tindouf.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

***Profil souhaité :**

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
 - Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :**
eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com

Un test urinaire à domicile pour détecter le cancer de la prostate

Des chercheurs britanniques ont proposé un nouveau test pour dépister le cancer de la prostate. En Angleterre, des chercheurs ont mis au point un nouveau test qui permettrait de dépister plus rapidement et plus simplement le cancer de la prostate.

La méthode ? Uriner dans un petit kit prévu à cet effet baptisé "PUR" (Prostate Urine Risk) détaille la revue Bio-Techniques. Habituellement, le dépistage se fait via un toucher rectal, ou encore des analyses sanguines, un examen IRM et une biopsie. Mais ces techniques prennent du temps et peuvent être invasives pour les patients. Les chercheurs ont donc travaillé avec 14 hommes à qui ils ont fait l'examen médical du toucher rectal, ainsi que le test PUR.



EVALUER L'AGRESSIVITÉ DU CANCER

Au final, le test urinaire est plus précis que l'examen physique. Les biomarqueurs sont présents et permettent d'identifier s'il y a des traces d'un cancer de la prostate ou non. Moins d'exams inutiles, plus de confort pour les patients et un moyen aussi d'évaluer l'agressivité du cancer détecté. Il demande aussi moins de travail pour les médecins et plus de facilité à prendre la maladie en amont. L'étude ne précise toutefois pas encore de date de mise sur le marché.

CAFÉ :

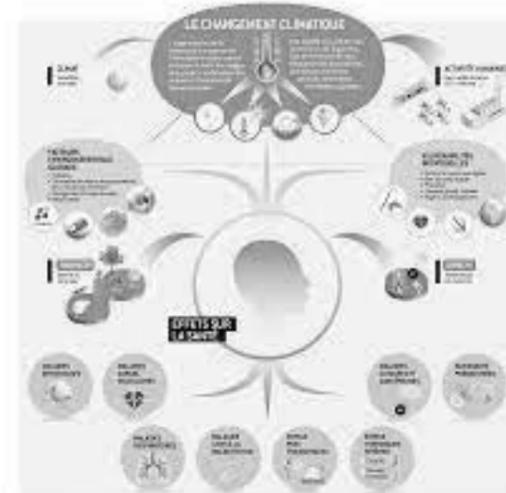
Trois tasses par jour pour vivre plus longtemps

Cette consommation de café quotidienne garantirait une espérance de vie plus longue, selon des chercheurs américains. Les accros au petit noir ont de quoi se réjouir : boire trois tasses de café par jour diminuerait le risque de décéder de maladies mortelles. L'institut national américain du cancer s'en fait l'écho dans une étude publiée dans la revue New England Journal of Medicine. Le café rallongerait l'espérance de vie, qu'il soit décaféiné ou pas d'ailleurs. 40 000 consommateurs de café âgés de 50 à 71 ans ont été suivis

pendant treize années pour aboutir à ce résultat. Les chercheurs sont parvenus à la conclusion que consommer 3 tasses de café par jour faisait diminuer le risque de décès de 10 % chez les buveurs de café par rapport aux personnes qui n'en boivent pas. Mieux, chez les femmes, le risque serait encore plus réduit, puisqu'il baisserait de 15 %. Le café aurait un effet protecteur contre les risques d'accidents cardio-vasculaires (AVC), d'attaques cérébrales, de diabète et de maladies respiratoires. Le café, une boisson aux mille

vertus Boire du café permet-il vraiment de vivre plus vieux ? Difficile d'en avoir le cœur net en l'absence de preuves scientifiques plus poussées. Néanmoins, plusieurs études ont déjà souligné les vertus du café, quand il est consommé modérément (pas plus de trois tasses par jour). Parmi les propriétés étonnantes qu'on lui prête, le café pourrait protéger du cancer de la peau. La caféine protégerait la mémoire des plus de 65 ans. Autant de raisons de ne pas boudier son café du matin !

EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA SANTÉ PUBLIQUE : L'Algérie doit parer aux risques



Les changements climatiques ont des effets directs sur la santé. Devant le risque élevé de réémergence de maladies infectieuses à la faveur des catastrophes naturelles, l'Algérie doit s'y préparer. Le Dr Elias Akhrouk, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital de Tamanrasset, invité ce mercredi de la Radio Chaîne III, a affirmé que de tels événements peuvent être des sources de maladies notamment le choléra qui se transmet par les cadavres en cas de grandes inondations. Selon lui, «aucun pays n'est à l'abri de ce que la Libye vit actuellement». Autrement dit, en cas de catastrophe, des actions doivent être prises en urgence pour éviter la propagation de maladies infectieuses. Pour le praticien, l'Algérie doit dès lors renforcer la surveillance de ses frontières pour éviter la circulation de pathologies tropicales. Il est impératif d'associer «les personnes proches des pays voisins». «Notre pays fait face à l'émergence de maladies tropicales et le risque diffère d'une région à une autre, d'où l'urgence de revoir le système de formation», a-t-il fait remarquer. «La révision de la carte sanitaire nationale est une urgence pour se préparer à toute éventuelle catastrophe naturelle ou sanitaire», a-t-il recommandé. Et d'ajouter : «Le

secteur de la santé doit s'inspirer de la Protection civile». Pour prévenir les pandémies ou les épidémies, le dépistage reste le meilleur moyen pour éviter et lutter contre leur propagation. A cet effet, des professionnels doivent être formés sur les risques sanitaires en fonction des spécificités de chaque région. Ainsi, dans la région Nord, plus touchée par la fièvre méditerranéenne, et au Sahara où le risque de maladies tropicales est très important, les méthodes et les priorités doivent différer. Interrogé sur le service civil, il a soutenu que les affectations de médecins doivent aussi tenir compte de ces facteurs. Dans le sud du pays, les structures de santé ont besoin de plus d'infectiologues, parasitologues et épidémiologues. «En cas d'inondation, le choléra risque de survenir, d'où l'importance de connaître et de comprendre cette maladie et de mobiliser les moyens de protection et de sa prise en charge», a-t-il expliqué. L'ancienne génération de médecins connaît parfaitement toutes les maladies à transmission hydrique. «Avec l'amélioration de la couverture sanitaire et l'éradication de certaines maladies infectieuses par la vaccination, la nouvelle génération n'a pas suivi de formation notamment sur la poliomyélite», a-t-il regretté.

SALON INTERNATIONAL DU LABORATOIRE ET DE L'IMAGERIE MÉDICALE : Les technologies de pointe au service de la santé

Le Salon International du Laboratoire et de l'Imagerie Médicale (ImLab), fait son grand retour au Palais des Expositions Safex, à Alger du 25 au 28 octobre prochain. Cet événement, selon Mme Yasmine Chaouche, directrice du salon est une vitrine internationale qui rassemble les principaux acteurs des domaines de l'imagerie médicale et du laboratoire. Lors d'une conférence de presse animée, ce lundi à Alger, la responsable a fait savoir que l'édition de cette année est en progression par rapport à celle de l'an dernier. « Le nombre d'exposants connaît une hausse de 40% et la surface nette d'exposition augmente de 72% », a-t-elle précisé. L'ImLab 2023 accueillera 80 exposants qui se sont inscrits à ce jour. Ils représentent 209 firmes nationales et étrangères qui occuperont 3231 m² d'exposition. ImLab s'annonce en somme encore plus grand et plus impactant. Parmi les exposants nationaux figurent une dizaine d'entreprises algériennes spécialisées dans la production de paillasse, de sorbonnes, de hottes et de réactifs de laboratoire, ainsi que dans le mobilier médical. « Cela témoigne de la montée en puissance de ces entreprises locales dans ce secteur », a-t-elle lancé. Il s'agit notamment d'AFMED, Aures matériel médical, Institut Pasteur d'Algérie, société algérienne de biochimie et de génétique médicale... ImLab ouvrira aussi ses portes à cinq Startups algériennes innovantes et spécialisées dans des domaines tels que la téléconsultation, la réalité virtuelle,



l'anatomie numérique et la Réunion de Concertation Pluridisciplinaire (RCP) à l'exemple d'Anatomis advanced Diagnostics et Digi Roots XR, Dokkit DZ. S'agissant des exposants étrangers, ImLab accueille trois entreprises chinoises de renom, dont l'une est spécialisée dans les équipements de laboratoire de haute technologie et les deux autres se concentrent sur les rayons X et la radiographie. Au total, 209 firmes leaders en imagerie médicale et en laboratoire seront présentes ou représentées. Elles exposeront des équipements, produits et services originaires de 21 pays. Le programme scientifique d'ImLab 2023, sous le thème « Diagnostic de Pointe » sera aussi très riche. Plus de 30 communications scientifiques couvrant une large gamme de sujets, allant de l'environnement santé aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle en

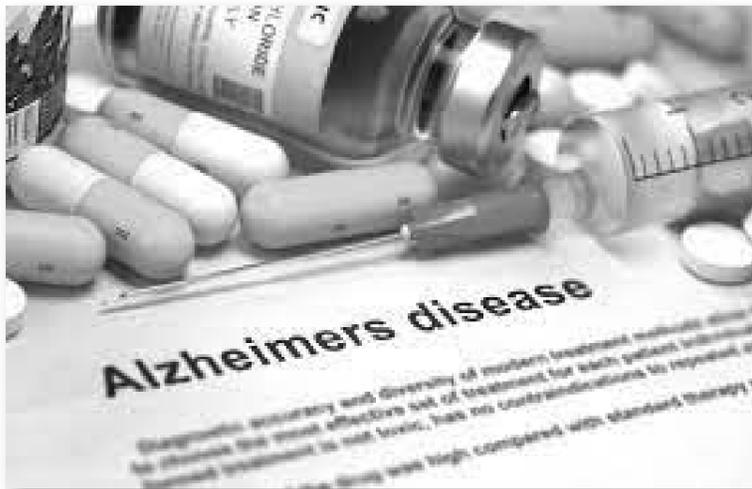
santé en Algérie, seront présentées par des experts nationaux et étrangers. Plus de 15 ateliers de formation et de manipulation aborderont des sujets tels que l'échographie, la chirurgie thyroïdienne, la coloscopie, la colposcopie, et bien d'autres encore. Ces sessions de conférences et d'ateliers sont co-organisées avec des institutions prestigieuses de prestige comme l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), le Conseil National Économique et Social et Environnemental (CNESE), la Société Algérienne de Gynécologie Obstétrique, et la Société Algérienne de Biochimie et Génétique Médicales. Le contenu scientifique sera de ce fait pertinent et actuel. « ImLab est bien plus qu'un salon. c'est une fenêtre sur les innovations mondiales pour façonner l'avenir du diagnostic médical en Algérie », a soutenu Mme Chaouche. « Il offre une plateforme unique de réseautage, de partage de connaissances et

d'accès à des produits et des technologies de pointe qui contribueront à améliorer le diagnostic et les soins », a-t-elle ajouté. Mme Chaouche a rappelé enfin que le salon est exclusivement réservé aux professionnels de la santé et que l'accès à l'exposition et à toutes les sessions est gratuit. Pour sa part, le président de la commission de la démographie, de la santé et des territoires au CNESE, le Pr Mustapha Khiati a fait savoir que le salon est l'occasion de réunir thérapeutes et technologues. Selon lui, le travail de collaboration entre les professionnels des deux spécialités est devenu incontournable. Il a rappelé que le CNESE a programmé une dizaine de conférences pour le 26 octobre. Elles aborderont plusieurs thématiques liées à l'intelligence artificielle et santé en Algérie: opportunité et défi, les technologies innovantes révolutionnant le monde de la médecine et de la santé.

MALADIE D'ALZHEIMER : Les nouveaux traitements en questions

Après deux décennies sans nouvelles molécules, des anticorps monoclonaux arrivent sur le marché pour traiter la maladie neurodégénérative. Ils sont présentés comme des traitements susceptibles de ralentir son évolution, mais les avis restent partagés.

Lorsque Corine apprend, à 58 ans – il y a quatre ans –, qu'elle est touchée par la maladie d'Alzheimer, « c'est une claque très difficile à accepter ». « J'ai eu l'impression de perdre ma mémoire et tout ce que j'avais, c'était dramatique », se souvient-elle. « On a l'impression que notre vie nous échappe, que le meilleur est derrière, ajoute sa compagne. C'est venu petit à petit. Corine ne retrouvait pas la voiture, oubliait qu'elle avait mis une casserole d'eau à chauffer... » Le diagnostic est posé à l'hôpital proche de chez elles, dans une commune de Seine-et-Marne, puis Corine est adressée à la Pitié-Salpêtrière (AP-HP), l'un des huit centres en France qui testent le leca-



nemab, un anticorps monoclonal, comparativement à un placebo. Son médecin, Nicolas Villain, neurologue à l'hôpital parisien, lui propose de participer à l'essai clinique international qui évalue ce nouveau médicament développé par les laboratoires japonais Eisai et américain Biogen, qui cible les plaques amyloïdes, des amas de protéines impliqués dans cette maladie neurodégénérative. Corine n'hésite pas à intégrer le protocole de recherche en septembre 2020. Elle doit faire une injection intraveineuse toutes les deux semaines et de nombreux examens : tests neurocognitifs, IRM, bilans sanguins... pour surveiller les effets indésirables. « On n'a rien à perdre », dit sa compagne.

L'hémophilie, qu'est-ce que c'est ?

Entre 5.000 et 6.000 personnes souffrent d'hémophilie en France. A l'occasion de la journée mondiale de cette maladie rare de la coagulation, 20 Minutes fait le point.

Peut-on « attraper » une hémophilie ?

Non, cette maladie n'est pas contagieuse, mais génétique. Il en existe deux formes, A (la plus répandue) et B. Dans la moitié des cas, l'hémophilie est dite « sévère », elle impacte fortement la vie quotidienne du ma-

lade. L'absence d'une protéine dans le plasma, appelée « facteur », entraîne une diminution ou l'absence de coagulation.

Qui peut être hémophile ?

En théorie, seuls les hommes peuvent l'être, car cette maladie génétique est liée au chromosome sexuel X. La femme, qui possède deux chromosomes X (contrairement à l'homme), se sert du deuxième, sain, pour compenser. Elle peut en revanche être « conductrice » de la ma-

ladie, tout comme l'homme.

Comment se soigne la maladie ?

Les traitements peuvent être lourds, avec plusieurs injections intraveineuses de « facteur » manquant par semaine. Le malade doit être traité dès la petite enfance. Il apprendra progressivement à s'injecter lui-même.

Quel est le plus gros risque pour les hémophiles ?

Ce n'est pas le saignement visible, mais celui dans la tête ou dans les ar-

ticulations, qui peut entraîner des handicaps moteurs importants. Grâce aux traitements, l'espérance de vie des hémophiles est comparable à celle du reste de la population.

Accès aux soins

Dans le monde, on dénombre plus de 350.000 personnes atteintes d'hémophilie, dont 75% n'ont pas accès aux soins à cause du coût élevé des produits antihémophiliques. Ce sera à l'ordre du jour du 30e congrès mondial, début juillet, à Paris.

FRANCE :

Un traitement « révolutionnaire » contre l'hémophilie testé par le centre hospitalier

Depuis trois ans, le centre hospitalier de Lille expérimente un nouveau médicament permettant de soigner l'hémophilie la plus répandue. Un espoir immense pour les malades. Lundi 17 avril, c'est la journée internationale de l'hémophilie. Pour marquer le coup, l'équipe d'hémostase du centre hospitalier (CHU) de Lille, dans le Nord, ouvre ses portes pour expliquer les enjeux de santé et raconter ses essais cliniques. L'hémophilie A est une maladie hémorragique héréditaire qui touche

uniquement les hommes. Jusqu'à maintenant, le seul traitement, proposé déjà au CHU de Lille, reposait sur l'injection d'une protéine dans le sang, par voie intraveineuse dont la durée trop courte permettait d'empêcher ou de maîtriser l'hémorragie.

« Je peux enfin faire ce que tout le monde fait »

Désormais, cela fait trois ans que l'hôpital teste un médicament thérapeutique que les spécialistes jugent « révolutionnaire ». Le traitement permet de diminuer les

effets de la maladie et de mieux protéger les patients, sur une longue durée. « Une seule injection suffit à protéger un patient les deux tiers de la semaine. Le reste de la semaine le résultat est de cinq à six fois supérieures à la moyenne » explique la Pr Sophie Susen, chef du service d'hémostase clinique du CHU de Lille. Dans la région des Hauts-de-France, une quinzaine de patients ont pu profiter de ce médicament. « J'éprouve moins de douleurs articulaires. Je peux enfin

faire ce que tout le monde fait », raconte Adamou Ngouyamsa, 36 ans, qui participe aux essais cliniques depuis trois ans. Dans le monde, 150 personnes ont pu en bénéficier. La phase d'essai clinique est désormais terminée. Les patients sont dans une période d'étude dite d'extension, afin de leur permettre de conserver ce traitement. Encore quelques années d'attente pour voir apparaître ce médicament sur le marché européen.

NOUVEAUTE :

Ce spray nasal produit par Pfizer pourrait bientôt soigner vos migraines

Le traitement, qui a la particularité de s'administrer par spray nasal et non par voie orale, s'est révélé nettement plus efficace pour réduire la douleur liée aux migraines. Bientôt une nouvelle méthode pour lutter contre la migraine ? Produit par le géant pharmaceutique américain Pfizer, un traitement par spray nasal a démontré des effets positifs contre la douleur et d'autres symptômes, selon une étude publiée jeudi. Cette molécule, baptisée zavegepant, « s'est révélée efficace dans le traitement ponctuel de la migraine » avec peu d'effets secondaires, résume cette étude parue dans le Lancet Neurology, l'une des grandes revues de neurologie. Le traitement, qui a la particularité de s'administrer par spray nasal et non par voie orale, a été testé à l'aveugle contre un placebo chez plusieurs centaines de patients. Il s'est révélé nettement plus efficace pour réduire la douleur et, dans une moindre mesure, les symptômes jugés les plus handicapants par les migraineux examinés. La migraine ne se résume en effet pas aux

céphalées, les douleurs de la tête. Elle est souvent accompagnée d'autres symptômes comme des perturbations de la vue ou une intolérance à la lumière.

De nouveaux tests nécessaires

Ces résultats favorables valident a priori un choix stratégique important de Pfizer. Le géant américain avait racheté, voici un an, pour plus de dix milliards de dollars, Biohaven, la société qui développe le zavegepant ainsi que d'autres traitements antimigraineux. « Il faudra mener de nouveaux essais pour confirmer que (le zavegepant) est sûr à long terme et qu'il reste efficace d'un accès à l'autre », préviennent toutefois les chercheurs. Par ailleurs, cet essai ne s'est penché que sur l'efficacité de la molécule pour calmer un accès de migraine. Or, Pfizer compte aussi en faire un traitement préventif de fond. Le médicament fait déjà l'objet d'une demande d'approbation auprès des autorités sanitaires américaines, la FDA. Il n'y a en revanche pas de procédure en cours dans l'Union



européenne (UE). « Si la FDA l'approuve, le zavegepant pourrait offrir une nouvelle possibilité significative de traitement pour les migraineux, en particulier ceux qui veulent être rapidement soulagés ou ceux pour lesquels il est intéressant d'avoir une méthode d'administration alternative », a estimé James

Rusnak, un cadre de Pfizer, dans un communiqué. Les traitements par spray nasal tendent, en effet, à parfois mieux fonctionner contre la migraine que ceux pris par voie orale. Ils ont aussi l'intérêt d'échapper aux nausées et vomissements qui peuvent accompagner certaines migraines.

Révélation sur la genèse d'un article majeur sur l'origine du SARS-CoV-2



Des e-mails obtenus par des ONG et journalistes américains montrent dans quel contexte a été rédigé début 2020 un article estimant qu'aucun type de scénario impliquant un laboratoire n'était plausible. Peu d'articles scientifiques peuvent se targuer d'une telle audience, ni d'avoir alimenté autant de spéculations. Publié le 17 mars 2020 dans Nature Medicine, « The Proximal Origin of SARS-CoV-2 », qu'on pourrait traduire par « Au plus proche de l'origine du SARS-CoV-2 », a été téléchargé plus de 5,7 millions de fois, et cité dans 2 650 articles scientifiques. La conclusion de ses cinq signataires ? « Nos analyses montrent clairement que le SARS-CoV-2 n'est pas une construction de laboratoire ou un virus manipulé à dessein », écrivent Kristian Andersen (Institut de recherche Scripps, La Jolla, Californie) et ses collègues. Ils estiment plutôt qu'un réservoir animal est la source de son transfert à l'homme, avec ou sans hôte intermédiaire. Une série d'e-mails obtenus en vertu de la loi américaine sur la liberté d'accès aux informations (FOIA) par diverses ONG et médias américains montrent comment cette position tranchée s'est imposée en dépit des doutes initiaux de certains signataires. Ce qu'ils dévoilent de la genèse de « Proximal Origin », de la fabrication du discours scientifique dans un contexte polémique, mérite d'être conté. Les premières séries de courriers électroniques, dont des portions entières avaient été rendues illisibles par l'administration américaine, avaient fait naître de nombreuses spéculations sur le rôle joué par Anthony Fauci, membre éminent de la « task force » de lutte contre le Covid-19 rassemblée par le président Trump et figure historique des National Institutes of Health (NIH) américains. La dernière livraison, obtenue fin novembre 2022 par le journaliste indépendant Jimmy Tobias, est moins caviardée. Les échanges épistolaires sont amorcés le 31 janvier 2020 avec Fauci par Jeremy Farrar, patron de la puissante fondation médicale britannique Wellcome Trust. Il s'est entretenu avec des scientifiques intrigués par la proximité du génome de SARS-CoV-2 avec un virus de chauve-souris, RATG-13, conservé à l'Institut de virologie de Wuhan (WIV). Des spécialistes s'étonnent aussi de la présence d'une structure virale, dite de clivage de furine, qui favorise l'infection et n'a jamais été observé dans cette famille de coronavirus.

Avertir le FBI

Le 1er février 2020, Fauci échange au téléphone avec Andersen qui lui fait part de ses craintes d'une manipulation du virus. Fauci en informe Farrar par mail, appelant à un examen rapide de la situation par des experts du domaine : « Si tous sont d'accord avec ses inquiétudes, ils devraient en faire part aux autorités appropriées. » A savoir, selon lui, le FBI aux Etats-Unis, et le MI5 côté britannique.

CAMPAGNE NATIONALE DE NETTOIEMENT DE L'ENVIRONNEMENT:

Des centres de formation professionnelle à pied d'oeuvre pour accueillir les stagiaires

Les centres de formation professionnelle et d'apprentissage ont connu des campagnes de nettoyage de grande envergure, d'autant que les efforts de différents acteurs se sont intensifiés, en vue de les mener à bien et de conférer à la rentrée professionnelle du 8 octobre un caractère particulier, à même de contribuer à l'attrait des stagiaires.

Lors d'une sortie sur le terrain au niveau de certains centres de formation professionnelle dans la capitale, l'APS s'est enquis du souci des parties concernées, d'enjoliver ces centres et de les préparer à accueillir les stagiaires et les apprenants, a affirmé M. Mehenni Idir, chef du centre du "chahid Hamdoud Mohamed" à Hai El Badr. Il a ajouté que "les opérations de nettoyage et de maintenance ont englobé les façades des établissements, en arrivant à la salle la plus petite, étant donné qu'une bonne préparation est une priorité pour le secteur". Les activités qui interviennent dans le cadre de la campagne nationale de nettoyage de l'environnement, portent sur le réaménagement des entrées principales et des trottoirs, sur le badigeonnage, le renouvellement des salles, ainsi que sur la réparation de l'électricité, des fenêtres et des portes, en arrivant au jardinage et au taillage des arbres. Les efforts des agents d'hygiène et d'entretien, des enseignants des centres, des acteurs de la société civile, ainsi que des stagiaires des centres se sont intensifiés. Ainsi, au niveau du centre de la côte blanche à Kouba, les participants à l'opération de nettoyage et de décoration ont exprimé leur souci de mettre en relief l'élément esthétique de l'établissement. L'administration du centre a œuvré à investir dans ses spécialités, en faisant appel à ses enseignants et à ses stagiaires. Ainsi, le centre a été transformé en atelier ouvert qui s'emploie à réaliser son autosuffisance en éléments à même d'équiper le centre en différents besoins et en main d'œuvre, soit en peinture, en ferronnerie ou en menuiserie, dans le but de décorer le



centre et de doter le reste des ateliers et des salles en équipements. Dans le même contexte, la directrice du Centre, Wahida Wahab, a précisé que le plus grand défi était de donner un nouveau souffle au Centre, par le concours de ses enfants et l'aide de toute l'équipe, chacun dans son rôle pour montrer la belle image du Centre. Cette année, le volet de l'environnement s'est taillé la part du lion et des espaces verts ont été créés et dotés de spécialités tel le jardinage. L'enseignante de la spécialité au niveau du Centre "Côte Blanche", Mme Cherifi a affirmé

qu'il assure l'internat aux garçons et aux filles également. De son côté, le président de l'Organisation

algérienne de l'environnement et de la citoyenneté, Sofiane Affane, a indiqué que les bureaux de wilayas relevant de l'association ont adhéré à la campagne nationale de nettoyage et d'embellissement des établissements de formation pour faire réussir la prochaine rentrée professionnelle, appelant à élargir de telles initiatives et en faire une culture ancrée tout au long de l'année. Il a appelé également les jeunes et leurs parents à approcher aux Centres pour s'y inscrire, et permettre à cette catégorie de disposer, plus tard, un métier et, pourquoi pas, créer une micro-entreprise.

Rentrée universitaire 2023-2024:

Le CNES se félicite des résultats réalisés dans le secteur de l'Enseignement supérieur

Le Conseil national des enseignants du Supérieur (CNES), s'est félicité du saut qualitatif qu'a connu le secteur de l'Enseignement supérieur, mettant en évidence « les résultats positifs » réalisés à travers les multiples réformes. Le Conseil a indiqué dans un communiqué, à la veille du lancement de l'année universitaire 2023-2024, qu'il « se félicite du saut qualitatif qu'a connu le secteur de l'Enseignement supérieur depuis l'arrivée du Président Tebboune, dont les résultats positifs se manifestent par le lancement de plusieurs réformes au niveau du secteur, ce qui a déclenché une grande révolution qui a contribué à hisser le niveau de l'Université algérienne, pour atteindre le rang de ses homologues au niveau arabe et régional ». Ce saut qualitatif s'est manifesté également à travers « de grands pas » franchis en termes de numérisation du secteur et d'« instructions strictes » de recruter directement les titulaires de magistère et de doctorat, en veillant à « réviser les statuts particuliers de l'enseignant-chercheur, et d'adopter la langue anglaise dans la recherche scientifique ». L'accent a également été mis sur « une plus



grande ouverture sur le secteur économique, avec la recommandation de renouer avec les gloires du sport universitaire, caractérisé par les compétitions collectives entre universités et cités universitaires », lit-on dans le communiqué. « La pandémie de Covid-19 a contraint les universités du monde dont l'université algérienne à chercher d'autres alternatives pour remplacer l'enseignement conventionnel (présentiel) réalisant des pas importants

en matière d'enseignement à distance », a ajouté le Conseil dans son communiqué. Rappelant l'introduction de la numérisation au niveau des bibliothèques universitaires, le Conseil a souligné « l'impératif d'opter pour une gestion numérique de l'université sur les volets enseignement et administration en application des orientations du Président de la République ». Compte tenu des enjeux actuels et des efforts consentis, « le CNES s'est félicité de la

réunion universitaire paisible ayant marqué les trois dernières saisons universitaires depuis l'élection du Président de la République soucieux, à travers ses orientations au Conseil des ministres, d'assurer une rentrée universitaire paisible et réussie », lit-on encore dans le communiqué. Saluant l'appel à « l'élaboration d'une étude globale et accomplie sur la faisabilité d'un retour graduel au système classique », le CNES a mis en avant « l'augmentation des salaires décidée au début de l'année en cours au profit du secteur ainsi que celle prévue au début de l'année prochaine ». Le Conseil a appelé à « soumettre, en urgence, la mouture des statuts pour débat à l'instar des autres secteurs », affirmant sa disposition en sa qualité de syndicat à engager des pourparlers afin de concrétiser un projet fructueux à la hauteur des ambitions des enseignants et du Président de la République ». Dans le même contexte, le CNES a mis en exergue « la diffusion de la langue anglaise, en tant que langue universelle, en milieu universitaire », plaidant pour « la formation des enseignants universitaires à l'étranger ».

Signature d'un accord de coopération entre la Direction générale de l'administration pénitentiaire et l'association "Iqraa"

Un accord de coopération a été signé, mercredi à Alger, entre la Direction générale de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion et l'association algérienne d'alphabétisation "Iqraa" visant à contribuer à l'opération d'insertion des détenus. L'accord a été signé au siège de la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de réinsertion, par le DG Saïd Zerb et le président de l'association "Iqraa", Hocine Khellid. Cet accord a pour objectif de renforcer le travail commun et de déterminer les domaines de coopération et de complémentarité entre les deux parties, en vue de développer et promouvoir les activités pour éradiquer toutes les formes d'analphabétisme (numérique et alphabétique) chez la catégorie des détenus et de les aider à s'intégrer à nouveau dans la société.

RENTÉE SCOLAIRE

SMA:

Distribution de 8.000 cartables au profit des familles nécessiteuses

Une opération de distribution de 8.000 cartables scolaires au profit des enfants issus de familles démunies et des catégories nécessiteuses à travers plusieurs wilayas du pays, a été lancée lundi à Alger, à initiative des Scouts musulmans algériens (SMA) dans le cadre des opérations de solidarité concernant la rentrée scolaire 2023-2024. A cette occasion, le vice-commandant des SMA, Abderrezak Khethiri, a précisé que cette initiative intervient en partenariat avec l'opérateur de téléphonie mobile "Djezzy", visant à "participer à l'aide aux familles nécessiteuses qui n'ont pas les moyens d'acheter les affaires de la rentrée scolaire, et remettre ces aides à ceux qui en ont le plus besoin", ça "fait partie des traditions de notre organisation qui a l'habitude d'être solidaire avec la société algérienne". Pour sa part, le responsable national de la solidarité, de l'assistance et du service communautaire aux SMA, M. Ahmed Ramdani, a annoncé que cette opération concerne "8.000 trousseaux scolaires, dont la distribution est assurée par les responsables des mouhafadate des sco uts à travers le pays, ce qui contribuerait à la réussite de cette opération de solidarité", relevant que "la concentration est portée cette année sur les élèves du cycle primaire". Le même responsable a ajouté que son organisation visait par de telles initiatives à "apporter la joie au sein des familles algériennes nécessiteuses et la partager avec elles". Dans le même contexte, le DG par intérêt chargé du marketing à "Djezzy" M. Choukri Berghout, a affirmé que son entreprise visait à travers cette opération caritative à apporter la joie aux enfants et aux familles nécessiteuses. En marge des activités de la cérémonie de lancement de cette campagne de solidarité tenue au camp international des scouts à Sidi Fredj, plusieurs aires de loisir et de détente ont été organisées au profit des enfants qui ont bénéficié de la première partie des trousseaux scolaires.

CONSOMMATION : Pourquoi de plus en plus de grandes marques se lancent dans le marché de la seconde main

Certaines marques souhaitent ainsi participer à la prise de conscience d'une consommation plus respectueuse de l'environnement. Les friperies et les plates-formes de dépôt-vente de prêt-à-porter comme Vinted ont littéralement cartonné après le confinement.

Selon l'Observatoire Natixis Payments, le nombre d'achats d'articles de seconde main a augmenté de 140 % de 2019 à 2021, tout canal confondu. Sandro, Petit bateau, Aigle, Ba&sh, Bocage, Balzac, le Slip Français et même du luxe avec Isabel Marant : ils sont toujours plus nombreux à offrir à leurs clients un service de seconde main, en leur proposant de ramener des articles contre un bon d'achat. 20 Minutes vous emmène dans l'arrière-boutique, même dans les bureaux, pour mieux comprendre les ambitions des marques. « La mode est souvent questionnée sur son trop fort impact environnemental », constate Pierre-François Le Louët, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin. C'est pourquoi de grandes marques françaises souhaitent donner un second souffle aux vêtements qui ont déjà été portés. C'est d'ailleurs comme cela qu'Aigle, marque de bottes, chaussures et de prêt-à-porter, a nommé son site web de seconde main, lancé en octobre 2020. Nadine Cottet est la directrice marketing de la marque. Pour elle, il s'agissait « d'un cheminement assez naturel, pour une marque engagée depuis sa création et qui vend des produits durables ». Le but ? « Sensibiliser les consommateurs à de nouveaux modes de consommation ».

« La seconde main, il faut y aller »

« Trop de vêtements dorment dans les armoires de Français », selon Pierre-François Le Louët, c'est aussi le cas des produits Petit Bateau. Delphine Lebas est la directrice RSE de la marque. « La durabilité, c'est dans l'ADN de Petit Bateau, affirme-t-elle. Travailler dans le textile, c'est prendre ses responsabilités et accompagner une transformation du modèle de vente ». Elle fait le parallèle avec l'arrivée d'Internet. « Avant, on regardait le digital et on se demandait ce que ça allait donner. Aujourd'hui, tout le monde s'en sert. La seconde main, c'est pareil, il faut y



aller ». Un concept donc très prometteur, à en croire Mathilde Lespets, chargée de projet innovation et développement durable à la Fédération de la Maille, de la Lingerie et du Balnéaire. Selon elle, « le marché de la seconde main va vite dépasser le marché du vêtement neuf ». Vendre et acheter un produit qui a déjà vécu, c'est aussi minimiser l'impact sur les ressources qui sont normalement sollicitées, notamment l'eau, le carbone ou les matières premières. Mais se pose la question de la livraison. En effet, une majorité de marques qui proposent de la seconde main, le font via un e-shop. Ont-elles trouvé ou imaginé des solutions pour adoucir les incidences sur l'environnement ? C'est une question qui se pose chez Aigle, qui se défend en affirmant ne travailler qu'avec Colissimo, « dont l'empreinte carbone est nulle ». Nadine Cottet poursuit en émettant un souhait à plus long terme qui serait de « compenser le transport avec Inuk », société qui promet aux entreprises de réduire leurs émissions carbone grâce aux énergies renouvelables. Les efforts sont plus timides chez Sandro, qui utilise tout de même « un packaging

minimaliste avec du carton recyclé et recyclable » ainsi que « la livraison en point relais au lieu de la livraison à domicile », selon Khalida Chami, directrice RSE chez Sandro.

Ecolo... Jusqu'au bout du fil ? Petit Bateau, qui lui en revanche propose son service de seconde main dans trois boutiques, a adopté le « downcycling », c'est-à-dire le fait d'utiliser les fibres des vêtements dans la fabrication d'isolants pour les habitations. Delphine Lebas évoque également un deuxième procédé écoresponsable : « Un de nos véritables enjeux pour demain, c'est de fermer la boucle de l'économie circulaire en démembrant nos produits, en les retransformant en fibre, en fil, puis en produit Petit Bateau », appelé le « textile-to-textile ». Elle conclut : « Nous sommes même engagés dans le projet européen de mode circulaire SCIRT, dont Décatlon fait également partie ». Si les marques répondent à un besoin de leurs clients, la seconde main a d'autres avantages. « On propose ces articles pour faire plaisir à notre clientèle, pour leur donner une seconde vie et aussi les rendre plus accessibles aux gens qui n'ont pas

forcément les moyens », rapporte Nadine Cottet. Elle est également un gage de qualité. « Il s'agit d'une vraie demande de nos clients, puisque ce sont eux qui se passent les vêtements de mains en mains, de génération en génération, explique Delphine Lebas. Ce sont eux qui nous disent que nos produits ont une vraie durée dans le temps ».

« Il s'agit d'une vraie demande de nos clients »

Par ailleurs conscientes de devoir donner la meilleure expérience client à travers ce concept récent, l'aide de prestataires s'impose pour les marques. Tant dans le contrôle qualité des produits rapportés que dans les formalités. Aigle, Le Slip Français, Balzac et Sandro travaillent notamment avec Faume, entreprise française créée il y a un an et demi. « On les a formés sur les produits, nous avons établi un cahier des charges avec eux », détaille Khalida Chami. Freepry, une autre entreprise française, elle aussi créée il y a un an et demi, « travaille avec Petit Bateau pour optimiser les ventes de ses articles de seconde en magasin », rapporte Mathilde Lespets, chargée de projet innovation et développement durable à la Fédération de la Maille, de la Lingerie et du Balnéaire. Côté profit, Pierre-François Le Louët assure que « tout n'est pas drivé par le business « et que » les marques ne sont pas beaucoup d'argent ». « Elles se font environ 20-25 % de marge », souligne-t-il. Concernant les marques que 20 Minutes a contactées, il est plutôt question de marge nulle. Nadine Cottet précise qu'il ne s'agit pas d'un « objectif de rentabilité ». Quant à Khalida Chami, elle affirme que son équipe « n'image pas à court terme ce que ce soit une source de revenu ». En revanche, si un article de seconde main en particulier se vend très bien, Le Louët n'exclut pas que les marques veuillent à l'avenir se faire une marge (plus grande) et qu'ils « augmentent le prix de seconde main à l'avenir, et donc aussi le prix du neuf ».

OMC : Les États-Unis acceptent formellement l'accord à l'OMC interdisant des subventions à la pêche

Les États-Unis ont formellement accepté mardi l'accord conclu en juin sous la bannière de l'OMC qui bannit les subventions à la pêche susceptibles de menacer les stocks mondiaux de poissons, ont indiqué des sources concordantes. Pour que cet accord entre en vigueur, deux tiers des 164 États membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doivent l'avoir formellement adopté en déposant un "instrument d'acceptation" auprès de l'organisation basée à Genève. Washington est ainsi devenu le premier État majeur de la pêche mondiale à accomplir cette démarche. Jusqu'à présent seuls Singapour, la Suisse et les Seychelles avaient notifié leur acceptation formelle de cet accord araché après des années de tractations. "Ce geste fort de soutien des États-Unis au travail de l'OMC vers la soutenabilité des océans reflète la détermination de plus en plus forte des États membres pour faire en sorte que cet accord charnière entre en vigueur", a affirmé Ngozi Okonjo-Iweala, la directrice de l'organisation. Après plus de deux décennies de négociations, un accord avait été conclu en juin entre les pays membres de l'OMC pour interdire les subventions qui encouragent la surpêche et menacent les stocks mondiaux de poissons. Des concessions avaient toutefois dû être consenties. L'accord interdit ainsi les aides publiques qui contribuent à la surpêche de certains poissons et pas à la surpêche en général. Après l'acceptation formelle des États-Unis, la représentante américaine au Commerce extérieure (USTR) Katherine Tai a indiqué que son pays était fier d'avoir approuvé le "premier accord commercial multilatéral accordant une place centrale à la durabilité environnementale". "Cela aidera à améliorer les vies des pêcheurs et travailleurs aux États-Unis et ailleurs et nous avons hâte de travailler à partir de cet accord avec d'autres membres de l'OMC", a-t-elle indiqué dans un communiqué. Les États membres de l'OMC continuent de négocier sur des sujets qui avaient été laissés en suspens lors de la conclusion de l'accord avec l'objectif d'ajouter des clauses supplémentaires lors de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC en février 2024 aux Émirats arabes unis.

Bruxelles s'attend à une récession de l'Union européenne cet hiver

Selon les prévisions de la Commission, les Vingt-Sept devraient connaître un taux de croissance minimale de 0,3 % en 2023, avec une inflation ramenée autour de 7 %, contre 9,3 % cette année. Les chocs déclenchés par la guerre en Ukraine vont finir par mettre l'économie européenne à l'arrêt. Les Vingt-Sept devraient officiellement entrer en récession, cet hiver. Telle est la teneur de la prévision économique d'automne délivrée à Bruxelles, vendredi 11 novembre, par la Commission européenne. « L'économie est à un tournant après un premier semestre de l'année étonnamment solide, a rappelé Paolo Gentiloni, le commissaire à l'économie. Elle a cependant perdu de son élan au troisième trimestre et des données récentes laissent présager une contraction cet hiver. » Au quatrième trimestre, la « plupart des pays membres de l'UE » devraient connaître une baisse de leur PIB. Et ils devraient enchaîner sur un premier trimestre 2023 également négatif. Deux trimestres consécutifs de baisse qui correspondent à la définition technique d'une récession. Sur l'ensemble de l'année 2023, en revanche, l'exécutif communautaire envisage une progression, très modeste, du PIB européen, autour de 0,3 %. Dans les grands pays, l'an prochain, seule l'Allemagne devrait afficher une baisse de son activité de 0,6 %, alors que la France connaîtra une croissance de 0,4 %. En 2024, l'Europe projette une croissance de 1,6 % pour l'ensemble du continent. Bruxelles relève tout de même que l'année 2022 a été bien plus solide qu'attendu. Sur l'année en cours, le taux de croissance devrait atteindre 3,3 %, contre 2,7 % encore envisagés il y a quelques mois. Le ralentissement de l'activité du troisième trimestre à 0,2 % (contre 0,7 % pour les deux premiers trimestres) s'explique largement par les effets de la guerre, notamment l'emballage de l'inflation.

ENERGIE : Le pétrole s'essouffle et finit en baisse, la demande interroge

Les cours du pétrole ont fini en légère baisse mardi après avoir bondi plus tôt en séance, une inflexion similaire à celle de lundi, témoignant d'un marché qui craint un ralentissement de la demande. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'est effrité de 0,09 %, pour clôturer à 94,34 dollars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en octobre, il a lui cédé 0,30 %, à 91,20 dollars. Les deux variétés de référence avaient démarré la séance en trombe, le Brent prenant jusqu'à 1,62 % et le WTI, 2,47 %. Ce coup d'accélérateur initial était dû, notamment, à l'approche de l'expiration, mercredi, du contrat à terme d'octobre sur le WTI, qui accentue la volatilité des cours, a expliqué Andy Lipow, de Lipow Oil Associates. Le dénouement de ces contrats est, qui plus est, compliqué par le fait "que les stocks sont bas à Cushing", on se trouve le principal terminal pour prendre livraison du WTI, situé en Oklahoma, a rappelé l'analyste. Le niveau des réserves y est ainsi tombé, la semaine dernière, au plus bas depuis début décembre.

MARCHÉS BOURSIERS : Wall Street termine en baisse, taux, pétrole et Fed paralysent le marché

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi, préoccupée par la nouvelle escalade des taux obligataires, les prix du pétrole et la possibilité de voir une banque centrale américaine plus agressive que prévu mercredi. Le Dow Jones a perdu 0,31 %, l'indice Nasdaq a cédé 0,23 % et l'indice élargi S&P 500 a abandonné 0,22 %. "Il n'y a pas beaucoup de conviction en ce moment" à Wall Street, a réagi Patrick O'Hare, de Briefing.com, avant la communication de la banque centrale américaine (Fed), mercredi. Les opérateurs tablent, quasiment à l'unanimité, sur un statu quo de la Fed, mais ont le regard braqué sur les projections des membres de l'institution en matière de croissance économique et de trajectoire monétaire. "Il y a un peu de nervosité sur le marché obligataire", a-t-il ajouté. "On évoque la



possibilité que la Fed douche les espoirs du marché quant à des baisses de taux en 2024." Le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans est ainsi monté, mardi, à son plus haut niveau depuis 15 ans, à 4,3667 %. Cette accélération tient aussi à la flambée des cours du pétrole, qui a fait ressurgir le spectre d'une inflation hors de contrôle ces

dernières semaines, de nature à pousser la Fed à durcir encore sa position. Le coup de chaud sur le marché obligataire a pénalisé le secteur technologique, dépendant des conditions de crédit pour financer sa croissance. Nvidia (-1,01 %) et Amazon (-1,68 %) ont été les plus malmenés parmi les capitalisations géantes de la tech.

Les Américains sont las des "dépenses sans fin" sur l'Ukraine, insiste un député US

La plupart des Américains en ont assez des dépenses sans fin consacrées au soutien de Kiev dans son conflit avec Moscou, affirme un membre républicain du Congrès US dans un commentaire pour Sputnik.

Le Congrès américain devrait cesser de gaspiller de l'argent pour l'Ukraine et se concentrer sur les besoins du pays, a déclaré à Sputnik le député républicain Paul Gossar. "J'ai voté contre chaque projet de loi visant à financer la guerre en Ukraine, et je ne soutiendrai pas cette prochaine demande de 40 milliards de dollars de Biden ou toute autre demande future visant à augmenter la mort et la destruction inutiles des deux côtés dans cette guerre", a promis le parlementaire. Selon lui, les Etats-Unis sont actuellement "attaqués à la frontière sud", alors que le pays



reste "embourbé dans une dette nationale de 33.000 milliards de dollars" et l'inflation y "atteint un niveau record". Auparavant, une trentaine de législateurs américains avaient indiqué dans une lettre adressée à la Maison Blanche qu'ils s'opposeraient au nouveau versement d'assistance financière à Kiev. Le 21 septembre, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a été accueilli par Joe Biden avec des assurances de soutien. Le dirigeant US lui a notamment promis qu'un armement américain emblématique, les chars Abrams, arriveraient en Ukraine "la semaine prochaine".

"L'aide à l'Ukraine ne tient qu'à un fil" et les USA peuvent le couper, selon le Washington Post

La prochaine élection présidentielle américaine va compliquer le débat autour des fonds alloués à Kiev, estime Josh Rogin, un chroniqueur du Washington Post. Les Républicains pourraient refuser de voter de nouvelles aides. Appuyer financièrement et militairement Kiev ne semble plus aller de soi outre-Atlantique. "L'aide à l'Ukraine ne tient qu'à un fil", titre ainsi Josh Rogin, un chroniqueur du Washington Post, qui explique que le sujet devient délicat à l'approche des élections américaines de 2024. La prochaine tranche de fonds à destination de Kiev risque en effet d'être scrutée de très près, alors que le Congrès risque de provoquer un

"shutdown" de l'État fédéral, sous la pression de l'aile conservatrice des Républicains. "Au moins la moitié" des parlementaires républicains pourrait s'opposer à de nouvelles aides, a ainsi déclaré au chroniqueur du Washington Post Michael Waltz, membre de la Commission des services armés de la Chambre des représentants. "L'aide américaine à l'Ukraine devient de plus en plus vulnérable aux politiques partisans. Lorsque la prochaine tranche sera soumise au vote du Congrès, le nombre de Républicains qui votera ne sera pas élevé. Si l'administration Biden veut continuer son soutien à Kiev, elle devra présenter un dossier plus so-

lide et plus honnête sur les coûts attendus et la durée de l'effort de guerre", résume ainsi Josh Rogin pour le quotidien américain.

La Maison-Blanche se voile la face

La panique gagne également côté Démocrate, alors que l'administration Biden tente de convaincre que l'opposition aux aides vient seulement de la droite dure. Mais le vent est bien en train de tourner côté Républicain, avec une ampleur que les soutiens de Kiev ne veulent pas voir, a ainsi déclaré à Josh Rogin le député Démocrate Pat Ryan. "Un pourcentage important de Républicains n'est plus favorable aux aides [...] Cela pourrait saper considéra-

blement le soutien à l'Ukraine", explique ainsi l'élu. Pour balayer ces doutes, Kiev et l'administration Biden devront admettre que "le conflit ne va pas se terminer de sitôt et que davantage de sacrifices seront nécessaires", conclut Josh Rogin. En visite aux États-Unis, le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était récemment parvenu à arracher un nouveau paquet d'aide de 325 millions de dollars. Une déception alors qu'il attendait une enveloppe de 24 milliards. Fin août, le Wall Street Journal avait déjà affirmé que l'aide à l'Ukraine en 2024 n'atteindrait certainement pas les mêmes volumes que cette année.

"LA GREFFE N'A PAS PRIS":

L'Afrique souffre du modèle imposé par l'Occident

L'Occident a voulu exporter en Afrique un modèle qui n'est pas adapté à ses réalités, a déclaré Mamadi Doumbouya à l'Assemblée générale des Nations unies. Le Président guinéen a aussi invité la CEDEAO à ne plus s'immiscer dans les affaires politiques et à se recentrer sur sa mission économique. Pas une réussite. L'Afrique n'a jamais pu exprimer pleinement son potentiel, car elle a été freinée par le modèle de gouvernance que lui a imposé l'Occident, a affirmé le Président de la Transition de Guinée, Mamadi Doumbouya, à l'Assemblée générale de l'Onu. Le dirigeant a notamment fustigé le Sommet France-Afrique de La Baule, organisé en 1990, au cours

duquel le Président français d'alors, François Mitterrand, avait lié le développement économique africain à une nécessaire démocratisation. "L'Afrique souffre d'un modèle de gouvernance qui lui a été imposé. Un modèle certes bon et efficace pour l'Occident qui l'a conçu au fil de son histoire, mais qui a du mal à s'adapter à nos réalités, à nos coutumes, à notre environnement. Hélas, la greffe n'a pas pris [...] Ce modèle démocratique que vous nous avez si insidieusement et savamment imposé après le sommet de La Baule en France, ne marche pas", a ainsi expliqué Mamadi Doumbouya à la tribune de l'Onu. Le responsable a encore tenté d'expliquer les divers bouleversements

politiques qui ont récemment secoué le continent. Il a souligné que la faute en incombait avant tout aux dirigeants corrompus, prêts à tout pour garder les rênes du pouvoir. "Le putschiste n'est pas seulement celui qui prend les armes pour renverser un régime. Les vrais putschistes, les plus nombreux, qui ne font l'objet d'aucune condamnation, ce sont ceux qui manigancent, qui utilisent la fourberie, qui trichent pour manipuler les textes de la Constitution afin de se maintenir éternellement au pouvoir", a-t-il ainsi déclaré.

La CEDEAO doit rester à sa place

Mamadi Doumbouya a par ailleurs adressé une pique à la Commu-

nauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est impliquée dans les affaires politiques du continent ces derniers temps. L'organisation avait notamment lancé l'idée d'une intervention militaire au Niger, suite à la mise sur la touche du Président Mohammed Bazoum. "La CEDEAO, dont la vocation était économique, doit cesser de se mêler de politique et privilégier le dialogue", a-t-il ainsi déclaré à la tribune de l'Onu. Le dirigeant guinéen a enfin souligné que la jeunesse africaine n'avait pas connu les années de Guerre froide et qu'elle était désormais "totalement décomplexée" et souhaitait "prendre son destin en main".

SELON SA CHEF DE LA DIPLOMATIE:

La Russie est l'un des partenaires les plus fiables du Burkina

En marge de l'Assemblée générale de l'Onu, les chefs des diplomatie russe et burkinabè se sont penchés sur la lutte antiterroriste. Selon la ministre des Affaires étrangères du Burkina, Moscou est un partenaire fiable qui, de plus, offrira du blé à son pays. Le Burkina Faso et la Russie examinent leur coopération en matière de sécurité, a déclaré aux journalistes la cheffe de la diplomatie burkinabè, Olivia Rouamba. Elle a rencontré son homologue russe Sergueï Lavrov jeudi, en marge de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale de l'Onu. Selon elle, son pays lutte contre le terrorisme et appelle ses partenaires à l'aider, et la Russie est l'un de ses partenaires les plus fiables. Leur entretien serait la

poursuite des pourparlers des Présidents des deux pays lors du récent sommet Russie-Afrique en juillet 2023.

Du blé russe

Le Burkina Faso figure parmi les pays auxquels Moscou a décidé de fournir du blé. En outre, l'entretien entre les deux ministres a porté sur la possibilité de créer une commission chargée de tous les aspects de la coopération bilatérale, a précisé Mme Rouamba. En effet, lors du sommet Russie-Afrique, Vladimir Poutine a fait savoir que la Russie était prête à fournir gratuitement des céréales à un certain nombre de pays africains dans les mois à venir. Outre le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali, la Somalie, la République cen-



trafrique et l'Érythrée sont concernés.

Une coopération à développer Les deux parties ont confirmé leur disposition à intensifier la coopération russo-burkinabè en privilégiant la promotion des liens commerciaux, économiques et humanitaires, a pour

sa part indiqué la diplomatie russe. Jeudi, Sergueï Lavrov a également rencontré les ministres des Affaires étrangères de l'Égypte, de Thaïlande, de Cuba, du Brésil, de l'Arabie saoudite, du Mali et le chef du Conseil de souveraineté de transition du Soudan.

Niamey accuse le chef de l'Onu d'être "en complicité avec la France et deux pays francophones"



Les militaires au pouvoir au Niger ont dénoncé vendredi les "agissements perfides" du chef de l'Onu qu'ils accusent d'avoir fait "obstacle" à la participation de leur représentant à l'Assemblée générale des Nations unies. "Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie et le gouvernement de la république du Niger prennent à témoin la communauté nationale et internationale quant aux agissements perfides du secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, qui sont de sorte à saper tout effort de sortie de crise dans notre pays", indique un communiqué lu à la télévision publique. Dans la adresse vidéo, les militaires ont accusé le Secrétaire général d'avoir "en complicité avec la France et deux pays francophones, empêché la participation du Niger à la 78^{ème} session de l'Onu". Selon ce texte, M. Guterres "s'est fourvoyé dans l'exercice de sa mission en faisant obstacle à la pleine participation du Niger à la 78^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Onu".

Qui représente le pays à l'AG?

Lors de cette Assemblée générale, les militaires au pouvoir avait envoyé son nouveau ministre des Affaires Etrangères, Bakary Yaou Sangaré, qui était avant le coup d'Etat du 26 juillet le représentant du pays à l'Onu. "M. Guterres a non seulement refusé de prendre acte de la liste officielle des délégués du Niger (...) mais a surtout accédé à la demande fantaisiste de l'ex-ministre des Affaires étrangères Hassoumi Massaoudou tendant à révoquer le représentant permanent du Niger auprès des Nations Unies", note le communiqué de Niamey. Le Niger "récuse et dénonce avec force cette ingérence manifeste de M. Guterres dans les affaires intérieures d'un État souverain", ajoute le texte qui dénonce "la complicité de la France et de deux chefs d'Etat francophones" ouest-africains, sans les citer. Le porte-parole d'Antonio Guterres a rejeté les explications avancées par le Niger.

L'allocution du Président Tebboune a dressé un diagnostic global de la conjoncture internationale actuelle

L'ambassadeur sahraoui, représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et Coordonnateur avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso), Sidi Mohamed Amar, s'est félicité du contenu de l'allocution du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune devant la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU et qui a constitué un diagnostic global de la situation internationale actuelle et des défis auxquels fait face le monde. "Nous avons suivi avec grand intérêt l'allocution du Président de la République algérienne, pays frère, M. Abdelmadjid Tebboune, devant la 78e session de l'AG de l'ONU et qui a constitué un diagnostic global de la situation internationale actuelle et des défis multidimensionnels auxquels fait face le monde", a indiqué le diplomate sahraoui, dans une déclaration à l'APS. Pour M. Sidi Amar, "ces défis mettent les instances et les institutions internationales à l'épreuve et requièrent de revoir en profondeur le rôle des Nations unies et d'œuvrer à remédier aux dysfonctionnements dans l'ordre



mondial actuel avec l'esprit de responsabilité, dans le but de hisser haut les valeurs et les principes pour lesquels l'ONU a été fondée". Dans ce cadre, le Coordonnateur avec la Minurso a indiqué que la lutte de l'Algérie, pays frère, en faveur de la réforme de l'ordre international multipartite n'est pas née aujourd'hui,

mais l'Algérie a milité depuis environ un demi siècle du haut de la tribune de l'ONU, en vue de pallier les dysfonctionnements dans l'ordre international actuel, tout en appelant à un nouvel ordre empreint d'équité entre les Etats. Dans ce contexte, le Président Tebboune a affirmé que "l'accélération des négociations in-

ternationales concernant la réforme du Conseil de sécurité selon une approche globale et intégrée devrait être une priorité pour la communauté internationale afin d'aboutir à un consensus sur une véritable réforme garantissant une représentation plus transparente", a rappelé le diplomate sahraoui. Le Président Tebboune a insisté, dans son allocution, sur les valeurs de la coexistence, la solidarité, la coopération et l'égalité entre les nations en tant que socle d'un ordre mondial, à même de permettre la consécration de la paix, de la sécurité et du développement durable pour un monde multipolaire, a-t-il mis en avant. Le diplomate a rappelé, également, que le Président de la République a affirmé que l'Algérie qui s'apprête à occuper son siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU "est pleinement consciente de la responsabilité dont elle est investie", eu égard aux défis qui se posent à la communauté internationale, soulignant qu'elle rejoindra le Conseil de sécurité porteuse d'espoirs des peuples africains et arabes. M. Sidi Mohamed Amar a relevé, également, les déclarations du Président Tebboune qui a affirmé que "l'Algérie est bien placée pour

évaluer le prix à payer pour arracher la liberté et qu'elle ne renoncera jamais à son soutien aux causes justes", ce que M. Mohamed Amar a considéré comme résumé de la position historique et immuable de l'Algérie en faveur des causes justes et en soutien aux peuples opprimés qui luttent pour la liberté, en tête desquelles les questions palestinienne et sahraouie". Concernant le Sahara Occidental, le Président Tebboune a affirmé, ajoute le diplomate, l'aspiration de l'Algérie à parvenir à une décolonisation définitive de la dernière colonie en Afrique, où tout un peuple au Sahara occidental, reste privé de son droit à l'autodétermination, à travers un "référendum libre et régulier conforme au plan de règlement de sécurité et accepté par les deux parties en 1991", mais qui attend toujours d'être mis en œuvre. Il a ajouté que "face aux tentatives de se créer une légitimité à partir de l'illégitimité, l'ONU est appelé à assumer sa responsabilité, et ce en préservant la crédibilité de ses résolutions, avec une prise de conscience collective que le soutien de la mise en œuvre intégrale des ses décisions est une protection de la notoriété de l'ONU".

SOUDAN:

Le conflit fait 5,3 millions de déplacés

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a déclaré vendredi que quelque 5,3 millions de personnes avaient fui la guerre au Soudan depuis le début du conflit entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR) à la mi-avril. "Alors que les combats entre les FAS et les FSR en sont à leur cin-

quième mois depuis avril, quelque 5,3 millions de personnes ont fui leur foyer et cherché refuge au Soudan ou dans les pays voisins", a déclaré l'OCHA dans son dernier rapport. "Au Soudan, plus de 4,2 millions de personnes ont été déplacées vers 3.929 sites dans les 18 Etats du pays en date du 19 septembre", selon l'agence onusienne. En outre, plus d'un million de per-

sonnes ont fui vers les pays voisins, notamment en Centrafrique, au Tchad, en Egypte, en Ethiopie et au Soudan du Sud, a indiqué l'OCHA en citant le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). L'appel humanitaire lancé par l'ONU n'est financé qu'à hauteur de 31%. "Les donateurs devraient augmenter le financement humanitaire des orga-

nisations locales et internationales qui fournissent une aide vitale au Soudan et dans les pays voisins", selon le rapport. Le Soudan est le théâtre d'affrontements meurtriers entre les FAS et les FSR à Khartoum et dans d'autres régions du pays depuis le 15 avril. Les combats ont fait au moins 3.000 morts et plus de 6.000 blessés, selon le ministre soudanais de la Santé.

L'Armée sahraouie cible les retranchements des soldats de l'occupant marocain dans les secteurs de Smara, Aousserd et Mahbès

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les positions des forces d'occupation marocaines dans les secteurs de Smara, Aousserd et Mahbès, a indiqué vendredi le ministère sahraoui de la Défense dans son com-

muniqué militaire n 877. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), des détachements avancés de l'APLS ont ciblé les retranchements des forces d'occupation dans les régions de Laakad et Oudi Oum Arkaba (secteur de Mahbès), le commande-

ment du 43e bataillon à Lemtira Lemkhinza ainsi que le commandement du 36e bataillon à l'ouest de Kelb Echek au secteur d'Aousserd. Des détachements avancés de l'APLS avaient ciblé les retranchements des forces d'occupation dans la région de Aakad Arkane (secteur

de Mahbès). Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les positions des forces d'occupation marocaine qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles, le long du mur de la honte (mur de sable), conclut le communiqué.

Le coup d'État au Niger "est plié", selon un député béninois

On ne peut plus faire marche arrière après le coup d'État au Niger et restaurer les autorités déchues, tel est l'avis du député béninois Issa Salifou, cité par les médias locaux. Opposé au dirigeant béninois qui soutient les sanctions contre Niamey, il refuse l'idée que le peuple béninois puisse approuver une intervention militaire au Niger. Le changement de pouvoir au Niger est une affaire réglée, a déclaré le député béninois Issa Salifou, cité par les médias locaux. "Le coup d'État est plié", a-t-il martelé, ajoutant que la volonté de rétablir le Président Bazoum au pouvoir était illusoire. Il s'est également inscrit en faux contre les informations selon lesquelles le Bénin s'apprêterait à devenir une base arrière d'une éventuelle opération militaire contre le Niger. "Aucun Béninois ne veut faire la

guerre contre le Niger", a-t-il affirmé, prévenant que "les populations de Kandi Karimama et Malanville [villes au nord et au nord-ouest du Bénin, ndlr] ne laisseraient passer aucun militaire de la CEDEAO" (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

"Un club de chefs d'État"

Occupant en même temps le poste de vice-président de la Commission "Paix et sécurité" au sein de la CEDEAO, Issa Salifou avait émis des griefs contre les dirigeants des pays membres de l'organisation. Dans une interview accordée à Reporter Bénin Monde, il a accusé ces derniers de ne pas avoir associé cette commission au règlement de la crise nigérienne. Insistant sur le refus d'intervenir militairement au Niger, le député a estimé que la CEDEAO était "un club de chefs d'État et non



pas la CEDEAO du peuple". **Embargo béninois contre Niamey** Membre de la CEDEAO, le Bénin s'est aligné sur les sanctions imposées contre les nouvelles autorités nigériennes par l'Occident et cette organisation. Par conséquent, toutes les activités au port béninois de Cotonou concernant le Niger ont été suspendues, de même que le transport de marchandises via le

corridor. Du coup, de nombreux camions chargés dans ce port et se dirigeant vers Niamey se sont retrouvés bloqués à la frontière côté béninois. Parmi les marchandises désormais immobiles figure une importante cargaison de médicaments qui suscite une pénurie de produits pharmaceutiques au Niger, selon les autorités sanitaires du pays.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU : Le président sud-africain dénonce l'argent dépensé pour la guerre

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a dénoncé mardi à la tribune de l'ONU les sommes dépensées pour la guerre plutôt qu'au financement du développement des plus vulnérables. "C'est un acte d'accusation contre la communauté internationale que nous puissions dépenser tellement pour la guerre mais que nous ne puissions pas soutenir l'action nécessaire pour répondre aux besoins de base de milliards de personnes", a-t-il lancé lors de l'Assemblée générale annuelle des Nations unies. Mais alors que nous nous réunissons ici, l'humanité fait face à la guerre et aux conflits, au manque et à la faim, aux maladies et aux catastrophes environnementales", a déploré le président sud-africain. "L'inégalité, la pauvreté et le chômage s'aggravent". Alors il a appelé à une augmentation "massive" de financements meilleur marché et à long terme pour les pays en développement dont beaucoup sont paralysés par le poids de leur dette. Lundi, les États membres de l'ONU s'étaient engagés à agir "sans attendre" pour espérer atteindre les 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015, qui visent à assurer un avenir meilleur pour l'humanité toute entière d'ici 2030, sans continuer à détruire la planète. M. Ramaphosa a enfin appelé depuis New York à soutenir la "prévention et le maintien de la paix", notamment en Afrique. "En tant que communauté internationale, nous devrions être inquiets des récents changements inconstitutionnels de gouvernements dans certaines parties de l'Afrique", a-t-il lancé.

"J'AI EU CETTE FAIBLESSE..." :

Francis Perrin papa d'un garçon autiste, l'acteur a sombré dans une addiction

Francis Perrin, héros de la série "Mongeville" diffusée ce mercredi soir sur C8, est le papa de Louis, un garçon atteint d'autisme.

Une situation difficile à vivre pour l'acteur, et qui l'a notamment fait tomber dans quelques travers... Francis Perrin, qui est au premier plan de la série policière Mongeville, à retrouver ce soir sur C8, est à la tête d'une longue fratrie : Cécile et Fabiola (deux jumelles polynésiennes qu'il a adoptées avec sa première épouse Laurence), Jeanne (qu'il a eue avec la comédienne Caroline Berg), ainsi que Clarisse, Baptiste et Louis, tous nés de son union avec Gersende Dufromental. Des enfants qui le comble de bonheur. Mais son rôle de père n'a pas toujours été une chose facile à gérer, notamment en ce qui concerne son fils Louis, atteint d'autisme. Face à cette terrible épreuve, le comédien a eu des problèmes d'alcoolisme, dont il est aujourd'hui sorti. "J'ai eu cette faiblesse, j'ai cherché dans l'alcool une espèce de béquille. Ce qui est bien, c'est que j'ai réussi à surmonter cette addiction et je m'en suis sorti", confiait-il à Gala en 2012. Un entretien auquel avait également participé Gersende puisqu'ensem-



ble, les parents du petit garçon venaient de publier un livre intitulé Louis, pas à pas.

De la discrimination

Un ouvrage qui permet notamment d'expliquer l'autisme aux gens qui ne sont pas concernés directement par le sujet. Il a également été publié dans le but d'aider les parents d'enfants autistes et de faire, si possible, avancer les

choses. C'est donc dans le cadre de la sortie de ce livre que Francis Perrin et Gersende Dufromental se sont confiés à nos confrères de Gala. Une interview au cours de laquelle ils ont notamment révélé que le handicap du petit Louis ont fait d'eux et leur famille une véritable "tribu hypersoudée". Il le fallait bien, face à toutes les complications que ce problème a pu engendrer. "Louis avait besoin d'être accompagné encore une année par une AVS (auxiliaire de vie scolaire), il a été refusé par l'école sans aucune raison - car il est doué et n'a plus de problèmes comportementaux. C'est purement et simplement de la discrimination !", révélait notamment Gersende dans cet entretien. Malgré cela, il était hors de question pour le couple de baisser les bras. "Je me suis découvert une force pour aider les autres. Du coup, j'ai le sentiment que ma vie n'aura pas été inutile", confiait notamment Francis Perrin au magazine. Une abnégation remarquable de la part du couple.

MICHEL DRUCKER OPÉRÉ DU COEUR :
Enfin des nouvelles ! Mise en garde de sa fille Stéfanie



On l'apprenait il y a quelques jours : Michel Drucker a subi une nouvelle opération du coeur en début de semaine. Un événement qui repousse son retour à la télévision. Inquiets, les fans sont restés pendus aux réseaux sociaux et autres chaînes d'infos qui pourraient les rassurer. Cette fois-ci, c'est sur sa fille Stéfanie Jarre-Drucker que tous ont pu compter. La santé de Michel Drucker n'est pas déçue à lui faire de cadeaux depuis quelques mois. L'animateur le plus historique du PAF a subi une nouvelle opération du coeur après les multiples problèmes de santé qu'il a rencontrés. Selon les informations dévoilées par Voici, le papa de Vive-ment dimanche a été opéré dans un hôpital parisien.

Une intervention a priori sans gravité et surtout réussie.

Pour éviter toutes spéculations et fausses rumeurs alarmantes, les proches ont pris les devants. Sa fille Stéfanie Jarre, née de l'amour entre l'actuelle épouse de Michel Drucker, Dany Saval, et Maurice Jarre et qu'il a adoptée, s'est exprimée en story sur son compte Instagram. Un message qu'a relayé Nikos Aliagas sur son propre profil (voir notre diaporama.) La scénographe de 57 ans donne des nouvelles de la star du petit écran et tient à rassurer tout le monde : "Juste ce message pour vous dire que Michel va bien. Il a besoin de vous et de votre fidélité. Ma famille et moi sommes très touchés par votre soutien. Ne pas croire les rumeurs de ces tristes sites qui les créent" avertit-elle au passage. Une intervention des plus rassurantes pour tous ceux qui s'imaginaient déjà ne plus jamais revoir Michel Drucker à l'antenne. Sur le plateau de Touche pas à mon poste ce vendredi 24 mars, Benjamin Castaldi, exceptionnellement aux commandes du programme, a aussi donné des nouvelles de Michel Drucker et plus d'informations concernant l'opération qu'il a subie en début de semaine : "Il va très bien. Il repart depuis aujourd'hui. C'était une opération un peu compliquée. On lui a changé une valve, la valve mitrale il me semble. Il y avait une espèce de microbe qui l'avait attaquée. L'opération s'est bien passée. (...) Il était en réanimation jusqu'à ce matin. Il est réveillé et va très bien. J'ai eu son beau-frère, Philippe Alain, que j'embrasse."

UN COME-BACK DÉCALÉ

Le retour de Michel Drucker à l'antenne était prévu pour le mois d'avril. En raison de cette nouvelle opération, il sera donc reporté. Toujours d'après Voici, l'animateur ne devrait pas revenir avant la fin de la saison. Comme annoncé précédemment par le directeur des programmes de France Télévisions, il était convenu que Michel Drucker "prenne le temps de se reposer après ses examens" et ces "semaines d'hospitalisation éprouvantes." La convalescence va finalement durer plus longtemps que prévu.

STÉPHANE BERN ÉLEVÉ PAR UNE MÈRE TRÈS DURE : "Je me dis que je le méritais parfois, ces gifles"

Lorsqu'il était petit garçon, Stéphane Bern a reçu de nombreuses roustes de sa bien-aimée maman. Auprès des journalistes du "Parisien", l'animateur de "Secrets d'histoire" a révélé les dessous de cette éducation à la dure. Une enfance qu'il chérit pourtant plus que tout au monde. Né en 1963 à Lyon, Stéphane Bern a ensuite vécu à Nancy jusqu'à son 10e anniversaire, issu d'une famille polonaise immigrée en France. Louis Bern et Melita Schlanger ont éduqué le petit Stéphane et son frère - décédé l'été dernier - à la dure. Cultivée et passionnée de littérature, la maman de l'animateur a souvent été très sévère avec ses enfants. Une éducation qu'a évoqué le compagnon de Yori Bailleres au cours d'une interview avec Le Parisien. Ma mère était dure. Elle nous a donné, à moi et mon frère, une éducation prussienne, celle qu'elle avait reçue. À la maison, nous avions plus de devoirs que de droits. Les manifestations d'amour étaient conditionnées à un travail bien fait. Quand on avait terminé, on avait des câlins. Je prenais des gifles tous les jours et j'en garde des souvenirs cuisants. J'en ai pris plein la figure... Ma mère était très malade, diabétique, elle était dure avec elle-même et dure avec les autres" a confié le journaliste à retrouver ce soir dans un numéro inédit de Secrets d'histoire sur France 3, consacré à d'Artagnan.

J'étais très insolent

Pour autant, Stéphane Bern n'a aucun ressentiment ou amertume concernant cette éducation quasi-militaire. Bien au contraire. Selon lui, sa maman lui a permis de devenir un homme fort, peu sensible à la critique. Questionné par un journaliste lui demandant s'il se considérait comme un "enfant martyr" il répond : "Non, je ne dirais pas cela. Et puis à cette époque, les châtimements corporels existaient encore... D'ailleurs, je me dis que je les méritais parfois, ces gifles. J'étais très insolent. Rien que dans un regard, je dévissais les nerfs de mes parents. J'étais assez rétif à l'autorité." Ainsi, il remercie même ses parents pour lui avoir inculqué le sens du travail et la force morale. "Oui, je rends grâce à mes parents. Ça m'a rendu de fiers services dans ma vie. Grâce à cela, je crois que je suis devenu insubmersible. Je me remets de tous les coups. Les critiques les plus dures, c'est comme des gifles. Mais je n'en aurai jamais autant que ce que j'ai pu recevoir étant gamin", confiait-il avec tendresse et bienveillance. Auprès des journalistes du Parisien, l'animateur de l'émission Secrets d'histoires a également évoqué la vente de sa maison à Paros, en Grèce, à cause de soucis financiers. Qu'importe les épreuves, Stéphane Bern sait rester positif.



Stella Belmondo complice avec tout le clan Belmondo pour un superbe hommage



Ce mercredi 12 avril, c'est pour un magnifique hommage que le clan Belmondo s'est retrouvé à Paris : autour de la maire de Paris, Anne Hidalgo, une grande partie de la famille a assisté à l'inauguration de la promenade Jean-Paul Belmondo, en face de la Tour Eiffel. Pour l'occasion, sa fille cadette, Stella, était véritablement lumineuse et

bien accompagnée. Un an et demi après son décès, personne ne l'a oublié. Alors que la famille de Jean-Paul Belmondo est encore en plein deuil de l'acteur mort à 88 ans le 6 septembre 2021, une bonne partie du clan était à Paris ce mercredi matin pour l'inauguration en grande pompe de la promenade qui portera désormais le nom de l'acteur, située

en face de la Tour Eiffel. Un beau moment, présidé par la maire de la capitale Anne Hidalgo, pendant lequel on a pu voir que tous sont très soudés. Et notamment Stella, la cadette du clan, âgée seulement de 19 ans. Rayonnante, la fille de Jean-Paul Belmondo était vêtue d'un blouson noir et d'une écharpe beige et a posé avec fierté devant la plaque au nom de son défunt papa, décédé juste après ses 18 ans. Elle s'est assise au milieu de ses deux neveux, Alessandro et Victor (31 et 29 ans), les fils aînés de son frère Paul, de qui elle paraît toujours très proche malgré leur grande différence d'âge. Les deux jeunes hommes, souriant, ont en effet passé beaucoup de temps avec elle, ainsi qu'avec leur petit frère, Giacomo (25 ans), en général plus discret mais qui avait lui aussi fait le déplacement. Paul et Luana, sa femme, ont quant à eux profité de leurs trois fils et de leur petit-fils Vahé (1 an), petit invité surprise, prouvant que le clan Belmondo est toujours très soudé, malgré les différences d'âge importantes et le décès

du patriarche du clan.

MURIEL ET ALAIN, DES FRÈRES ET SOEURS DISCRETS

Bien plus rares, Alain et Muriel Belmondo (92 et 78 ans), le frère et la soeur de l'acteur casse-cou, étaient eux aussi présents aux côtés de leur nièce Stella et semblaient particulièrement fiers de ce rassemblement où ne manquait finalement que Florence, la fille de Jean-Paul Belmondo, et ses enfants Annabelle, Christopher et Nicolas, sans doute pris ailleurs. Nouveau "chef de famille", Paul Belmondo s'était récemment confié sur son nouveau rôle après la mort de son père, mais aussi sur sa relation avec la jeune Stella. Une relation qu'il avait qualifiée de "compliquée" : "C'est une relation compliquée, car nous avons quarante ans d'écart", avait-il en effet expliqué après les obsèques, avouant que la jeune fille "est plus proche de [s]es enfants et de [s]a nièce Annabelle [fille de Florence, qui a 33 ans, NDLR]". Mais tant que l'amour est là, tout va bien !

"ÉTERNELLE ALGÉRIE": Un concert à plusieurs escales de Noureddine Saoudi

"Éternelle Algérie", un concert de musique à plusieurs stations célébrant la patrie et essentiellement conçu dans le genre andalou, a été animé vendredi soir à Alger, par le ténor de l'école Sanâa, Noureddine Saoudi, devant un public relativement nombreux.

Accueilli à la salle Ibn-Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (Oref), Noureddine Saoudi a choisi à sa rencontre avec le public algérois, l'intitulé évocateur d'"Éternelle Algérie". Soutenu par une douzaine d'instrumentistes de l'Orchestre de la Radio nationale algérienne sous la direction du maestro Sid Ahmed Fellah, Noureddine Saoudi a embarqué le public dans un voyage onirique à plusieurs escales. Interagissant avec le public durant près de deux heures de temps, l'Artiste, à la voix présente et étoffée, a étalé une quinzaine de pièces de sa composition pour la plupart, dont celles de la "Nouba Dziriya", rendue en plusieurs parties, dans des modes et des rythmes différents, Sehli, Ghrib, Zidène, Rumba et Valse notamment. Parmi les pièces qui ont orné le silence de la salle Ibn-Zeydoun, "Rahati chorb el okkar", "Soltane el hawa" et "Zada fikoum tawalloâh" dans le mode sehli, alors que dans celui du Ghrib, Noureddine Saoudi a rendu entre autres bouquets de pièces, "Ach isebbar qalbi" et "Laqitouha fi tawafi tesâa". Avec une



voix à la tessiture large et un vibrato qui y coule sans efforts, le chercheur dans le patrimoine de la chanson andalouse, a ensuite poursuivi avec "Ya qalbi khelli el hal" majestueusement montée sur l'air de la célèbre Valse No 2 du grand compositeur russe, Dmitri Chostakovitch (1906-1975), qu'il a enchaîné à "Harramtou bik nouâssi" pour conclure cette partie à trois temps, avec "Tafaddali ya anissa", en hommage à Mustapha Zmirli (1939-2022). Sur la même tonalité, l'Artiste est

passé du mode mineur du "ghrib" à celui majeur du "Zidène" pour interpréter notamment, "Hobbi lik ma ândou h'doud", "At'gherrab't wem'chit", "Lil'lah wakelt amri" et "Selli Houmoumek", devant une assistance conquise qui reprenait les refrains dans des atmosphères empreintes de convivialité. Brillants de maîtrise et de virtuosité, les musiciens de l'Orchestre de la Radio nationale, dont, Abdelkader Azizi au Oud, Hichem Maâti, Abdelghani Mokhtari et Réda

Tabti aux violons, Riad Haddad à la mandoline, Sid Ali Kriou au piano, Mohamed Ouazza à la basse, samir Bouzid à la derbouka et Khaled Ammoura à la percussion, ont fait montre de toute l'étendue de leurs talents respectifs d'artistes chevronnés. Repris par la conteuse et poétesse Aouaouche Bensaid qui avait ouvert le spectacle avec de belles déclamations de poésies dédiées à la célébration et la sublimation de la Patrie, le public a savouré tous les moments du récital dans la délectation. Elève des derniers grands maîtres de l'école algéroise, Noureddine Saoudi, ténor de la douceur, a obtenu en 1974, le 1er prix au Conservatoire d'Alger où il fut nommé professeur quatre années plus tard. Membre fondateur de plusieurs associations de musique andalouse, à l'instar d'El Fakhardjia et Essendoussia, Noureddine Saoudi œuvre à la préservation et à la socialisation de la mémoire culturelle et musicale andalouse, commettant pour cela, plusieurs enregistrements de Noubas, avant de diriger l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih à son ouverture.

Le Ballet de Suzhou en spectacle à Alger

Le Suzhou ballet, une troupe chinoise de danse professionnelle des plus créatives, a gratifié, vendredi à Alger, le public par une performance fascinante à l'occasion de la célébration du 65e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Chine. Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, un établissement symbole de la coopération et de l'amitié entre les deux pays, le spectacle servi par une pléiade de danseurs issus de compagnies de premier ordre, a dévoilé une facette de la culture chinoise déclinée par le geste, le mouvement du corps et la musique. Présente à l'évènement, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a souligné dans son allocution "la profondeur des relations algéro-chinoises", rappelant à ce titre que "la Chine était un des pays qui ont soutenu le combat libérateur des Algériens contre le colonialisme". Premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA), la Chine, a ajouté Mme. Mouloudji, "avait aussi accompagné l'Algérie dans le processus

d'édification de l'Etat après l'indépendance dans divers domaines". Pour sa part, l'ambassadeur chinois en Algérie, Li Jian, a salué "l'excellence des relations entre son pays et l'Algérie notamment dans le domaine culturel", relevant à ce propos que "le spectacle du ballet de Suzhou marque la célébration des relations diplomatiques entre les deux pays", établies il y a 65 ans. Servi par une quarantaine de danseurs, le spectacle s'abreuve dans la culture traditionnelle chinoise, remise au goût du jour à travers la danse et la musique, dans une symbiose performante et fascinante, très applaudie par le public, venu nombreux assisté à cette performance. Durant une heure et demi de temps, les danseurs ont interprété par la grâce du mouvement et la finesse du geste l'union, le rapprochement et la séparation. Sous le suivi artistique de Wang Quan Xing, danseur et également directeur artistique du Suzhou ballet, les danseuses ont subjugué le public avec Le lac des cygnes, une recreation de ce chef d'oeuvre du ballet classique, avec une chorégraphie innovante et des costumes distingués. Avec une scène nue, la musique accompagnant la chorégraphie puise dans les registres classique et contemporain, donnant ainsi au mouvement une certaine dimension temporelle. Pour mieux s'imprégner de la culture chinoise, le Ballet de Suzhou a choisi de revisiter des pièces originales de "Kunqu", vieille forme d'opéra chinois encore jouée et inscrit en 2008 la liste du patrimoine culturel de l'humanité. Fondé en 2007, le Suzhou Ballet Théâtre, seule compagnie de ballet professionnel de la province



du Jiangsu, réunit des danseurs issus de compagnies de ballet de renommée nationale et internationale. Depuis sa création, la troupe compte à son actif plusieurs productions de haute facture notamment "Roméo et Juliette", "Légende de la beauté", "Tang Yin", "Je m'appelle Ding" ou encore "Le Lac des Cygnes", une recreation innovante d'une pièce du ballet classique. Après une première représentation à la salle Ahmed-Bey de Constantine, le spectacle du ballet de Suzhou est reprogrammé samedi à l'Opéra d'Alger.

du Jiangsu, réunit des danseurs issus de compagnies de ballet de renommée nationale et internationale. Depuis sa création, la troupe compte à son actif plusieurs productions de haute facture notamment "Roméo et Juliette", "Légende de la beauté", "Tang Yin", "Je m'appelle Ding" ou encore "Le Lac des Cygnes", une recreation innovante d'une pièce du ballet classique. Après une première représentation à la salle Ahmed-Bey de Constantine, le spectacle du ballet de Suzhou est reprogrammé samedi à l'Opéra d'Alger.

BORDJ BOU ARRERIDJ :

Une caravane culturelle à la découverte de jeunes talents dans les zones d'ombre



Une caravane a quitté la ville de Bordj Bou Arreridj, jeudi, pour sillonner les zones d'ombre à la découverte de jeunes talents dans le domaine de la

culture afin de développer leurs aptitudes et les faire émerger. Dans une déclaration à l'APS, en marge du lancement de cette caravane depuis le

centre de loisirs scientifiques Ali-Benhala, le président de l'association initiatrice (les jeunes pionniers de la culture), Saber Bendouda, a souligné que cette initiative vise à "détecter des talents dans le domaine culturel, vivant dans des zones d'ombre et qui, de ce fait, n'ont pu émerger". Il a ajouté que la caravane, qui cible les jeunes gens des deux sexes âgés de 6 ans et plus, est divisée en trois étapes, la première destinée à sélectionner des jeunes avec leurs encadreurs, la seconde devant assurer une courte formation d'encadreurs dans le domaine de la création et la dernière pour créer des clubs dans les établissements de jeunes situés dans les zones ciblées. M. Bendouda a indiqué que la caravane observera des haltes dans les éta-

blissements de jeunes d'E l Achir, de Mansourah, de Ras El Oued, d'El Kolla, de Bordj Zemmoura, d'El Hammadia, de Khelil, de Hasnaoua et de Bellimour, avant de se retrouver, le 7 octobre, au centre de loisirs scientifiques Ali-Benhala de Bordj Bou Arreridj. La caravane a été organisée avec l'appui du ministère de la Jeunesse et des Sports, et sous l'égide du wali, Kamel Nouicer. Elle est supervisée, au niveau local, par la direction de la jeunesse et des sports, en coordination avec l'Office des établissements de jeunes, la représentation locale du Conseil supérieur de la jeunesse, le Bureau des Institutions de la Jeunesse, le Conseil Supérieur de la Jeunesse et les Assemblées populaires communales.

« Wissal, Rentrée en Nouba », un récital de Lila Borsali présenté à Alger

« Wissal, Rentrée en Nouba », spectacle de musique andalouse et de poésie célébrant l'amour et le bonheur de se retrouver, a été présenté, jeudi soir à Alger, par la cantatrice à la voix suave, Lila Borsali, devant un public nombreux. Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle, qui marque également la rentrée artistique de ce bel établissement dédié aux arts de la scène, célèbre dans une exploration de l'être aux contours philosophiques qui invite à l'introspection, les grands poètes qui ont peint avec leurs mots ciselés, la vie dans ses joies et ses peines. Durant près de deux heures de temps, « Wissal, Rentrée en Nouba », aborde, entre autres thématiques, la joie des retrouvailles, la douleur de la séparation, la cruauté de l'absence, les longs moments de solitude, l'attente et l'espoir, la quête de délivrance qui aboutira au salut, trouvé dans « cette rencontre avec l'autre qui redonne des couleurs luxuriantes à la vie et permet à la nature de se réveiller et s'égayer à nouveau ». Dans une randonnée onirique présentée en deux parties, Lila Borsali a su « doser » son spectacle, tant sur le plan de la rythmicité de ses différents moments, aux atmosphères conviviales montées en crescendo, que dans le contenu de son programme qui n'a pas manqué de surprises. Dans son beau costume aux coutures et broderies traditionnelles, la soprane illustrait la profondeur des textes poétiques qu'elle déclamait, avec des chants andalous et soufis, rendus dans l'esthétique des formes métaphoriques et allusives, ainsi que dans de belles variations modales et des cadences rythmiques composées. Le public a, ainsi pu apprécier lors de la première partie, Noubet Raml El Maya, « bâtie dans la féminité du mode mineur », avec notamment les pièces, « Betna fi hana », « Hobbi yazid koulla yawm », « kam li fi çabil », « Bi Allahi ya hammam », « ya âchiqin », « Bin Dh'louâi », « Lahbet chems el assail », « Harramtou bik nouâssi », et « chiyatoun ». Rendant hommage au musicien-poète et également président de l'association « Slam » de musique andalouse de Tlemcen Toufik Benghabrit, présent au spectacle, Lila Borsali est apparue lors de la deuxième partie du récital avec une trentaine d'enfants choristes de l'Ensemble « Slam », qui a rendu avec elle une série de M'dihs entamés dans le mode Sika. Mis en valeur par la cantatrice pour lui avoir prêté main forte, alors qu'elle entamait un retour difficile à la chanson, plusieurs mois après le décès, en 2013, de son mari Salim Borsali, Toufik Benghabrit a, à son tour, rendu hommage à Lila Borsali à travers la voix pure et cristalline de la jeune choriste Zoulikha Bensahla qui a brillamment entonné « Lila ya Lila », une pièce écrite et composée par Toufik Benghabrit pour Lila Borsali, qui avait bien avant, accepté d'être la marraine de l'association « Slam ». Un orchestre de virtuoses, dirigé par Leïla El Kebir au violon alto, a accompagné Lila Borsali soutenue par, Ghouti Hadjil à la derbouka, Saïd Gaoua aux percussions, Mohamed El Amine Cheikh au ney, Fethy Benabdesadok au luth, Rassim Bouabdallah à la kouitra, Djilali Rahmoun au rebab, Djihad Labri au qanun, Hamza Bellouti au violoncelle et Sidali Bouzar au violon. Autre spectacle de Lila Borsali, précurseuse de ce nouveau registre des arts de la scène, qui allie la sagesse de la poésie à la musique savante que représente le genre andalou, « Wissal, Rentrée en Nouba » est attendu vendredi à Mostaganem et samedi à Oran.

CLASSEMENT FIFA:

L'Algérie glisse à la 34e position

La sélection algérienne de football messieurs a perdu une place et occupe la 34e position au classement mondial de la FIFA du mois de septembre, publié jeudi par l'instance internationale sur son site officiel.

Sur le plan continental, le classement de la sélection algérienne n'a pas connu de changements par rapport au dernier classement de la FIFA et garde ainsi le 4e rang. Aux éliminatoires de la Coupe du monde 2026 dont la première journée aura lieu en novembre prochain, la sélection algérienne évoluera dans le groupe G, aux côtés de la Guinée, de l'Ouganda, du Mozambique, du Botswana et de la Somalie. En revanche, les champions d'Afrique sénégalais qui restent sur une défaite à domicile en amical face à l'Algérie (0-1), perd deux places et se retrouve à la 20e position. Désormais classée parmi les 30 meilleures sélections, la Tunisie se hisse à la 29e place. La plus grosse progression est à mettre dans l'escarcelle de la Guinée-Bissau qui gagne 6 places et est classée à



la 106e place. Le Mali (49, +2) et la Côte d'Ivoire (50, +2) sont de nouveau dans le top 50 en lieu et place de la Grèce et du Paraguay. En conséquence, la CAF compte désormais 9 équipes du top 50 (soit deux de plus par rapport au précédent classement). Après des succès acquis aux dépens de l'Équateur (1-0) et de la

Bolivie (0-3) dans le cadre des qualifications pour la Coupe du monde 2026, l'Argentine (1re) conforte sa première place au Classement mondial FIFA. La France (2e) perd du terrain après avoir été battue par l'Allemagne en match amical (2-1) mais reste son dauphin. Le Brésil (3e), l'Angleterre (4e) et la Belgique (5e) maintiennent leur position dans un Top 5 qui demeure inchangé par rapport au Classement de juillet 2023. Suivent la Croatie (6e), les Pays-Bas (7e) et le Portugal (8e, +1), seule équipe du Top 10 à progresser d'un rang. L'Italie (9e, -1) recule d'un cran après avoir buté sur la Macédoine du Nord (1-1) en match éliminatoire pour l'UEFA EURO 2024. L'Espagne (10e) complète le club des dix. Le prochain Classement mondial FIFA sera publié le 26 octobre.

JEUNESSE ET SPORTS :

L'Etat accorde un intérêt majeur aux sportifs d'élite à travers des textes de loi en vigueur

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad a affirmé jeudi que l'Etat accordait une importance majeure aux sportifs d'élite et de haut niveau à travers des textes de loi en vigueur, outre le recrutement exceptionnel de 569 sportifs comme première étape. Répondant à une question de la députée Ben Torki Aicha, lors d'une séance plénière dédiée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), sur les mesures prises pour mettre fin à la souffrance des sportifs d'élite et de haut niveau et leur garantir une vie décente, M. Hammad a souligné que "l'Etat accorde une importance majeure aux sportifs d'élite et de haut niveau à travers des textes de loi et réglementaires en vigueur dont le décret exécutif 15-213 d'août 2015". "Ces textes sont déjà appliqués et ce à travers le recrutement exceptionnel de 569 sportifs comme première étape d'une opération en cours", a-t-il ajouté. Le ministre a mis en avant, dans ce sillage, les mesures prises en faveur des sportifs de haut niveau appliquées "de manière urgente" dont la promotion de cette catégorie à travers la révision des primes de résultats accordées pour les compétitions internationales et celles relatives à la formation et l'entraînement à l'étranger, tout en leur facilitant les conditions d'obtention d'un logement décent ou d'autres avantages. Pour sa part, le député Lazhar Degla s'est interrogé sur les modalités de nomination d'un commissaire aux comptes ainsi que "les abus" qui entourent ce poste, appelant à l'envoi de contrôleurs de l'inspection générale des finances pour contrôler les comptes des clubs. A ce propos, M. Hammad a relevé que "ce choix obéit à des lois, des dispositions et des statuts applicables aux clubs sportifs amateurs notamment l'article 56", ajoutant que "le contrôle des aides financières se fait sur la base d'un programme et d'un cahier de charges sous la supervision de l'inspecteur de la Jeunesse et des Sports". Dans le même contexte, le ministre a fait état de 86 clubs contrôlés, comme première étape, par une commission ministérielle, outre la publication du rapport financier de chaque club et l'obligation pour l'ensemble des associations sportives, clubs et ligues de nommer un commissaire aux comptes. De son côté, le parlementaire Abdelkader Merabet (Saida) s'est interrogé sur les raisons de l'annulation du projet du centre de formation des équipes nationales dans la wilaya. A l'instar des projets de développement gelés par le passé, le ministre a indiqué que celui du centre de formation des équipes nationales de Saida



sera "réinscrit et relancé", et a suggéré l'inscription, le suivi et l'équipement dudit centre au sein du programme 2023", soulignant que son secteur "consentira davantage d'efforts afin de réinscrire ce projet au titre du programme d'investissement de 2024 ou au plus tard en 2026". Pour sa part, le député Abderezzak Touati (Jijel) a plaidé pour la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sportives, notamment les stades de football, pour la pratique du sport et afin d'éviter aux athlètes la contrainte du déplacement à l'extérieur pour leurs préparatifs. A noter que le ministre de la Jeunesse et des Sports "avait inscrit des opérations de réhabilitation de plusieurs stades, en particulier dans les communes de Djemila, El Ancer et Settara, dans le cadre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales- 2023". Répondant à une question du représentant de la wilaya de Jijel, le ministre a fait savoir qu'une "enveloppe de 70 millions DA a été débloquée pour la réhabilitation et le revêtement en gazon synthétique de chaque stade des communes mentionnées, outre l'aménagement de six (6) stades communaux et la réalisation en cours de quatre (4) autres. L'opération est en cours pour répondre aux besoins des jeunes, a-t-il dit. De son côté, le député Kouada Samir Ouribi s'est interrogé sur la disponibilité du pôle sportif de Mascara, qui a abrité de nombreuses compétitions internationales à l'occasion de l'organisation des Jeux méditerranéens à Oran, avec neuf (9) matchs officiels de football pour la catégorie des moins de 17 ans, lors des Jeux arabes. Le ministre s'est engagé à ériger cette wilaya en "pôle sportif à même d'abriter des événements internationaux".

FAF :

Sadi: «Ce n'est pas à la FAF de former des jeunes»



Interrogé sur le volet formation des joueurs en Algérie, débat récurrent, Walid Sadi a tranché : sa Fédération ne s'intéressera pas à ce sujet. Il est de l'école Raouraoua, et c'est peut-être ce qui l'a conduit à réfléchir ainsi. Alors même que de nombreux pays (Sé-

négale, Maroc) misent beaucoup sur la formation, leur permettant de renouveler sans cesse des réservoirs de joueurs toujours plus importants, l'Algérie, elle, continue à délaisser cet aspect. Ainsi, en dépit du Paradou qui n'existe que par ce biais, les centres de formation sont encore marginaux, évoluant souvent dans des conditions difficiles. La Fédération Algérienne de Football avait ainsi souhaité miser sur des centres répartis dans les quatre coins du pays pour pallier à ce manque. Malheureusement pour la jeunesse, il ne faudra pas compter sur le mandat de Walid Sadi pour compenser ce manque. Le président de la FAF, fraîchement élu, a ainsi expliqué qu'il se focaliserait avant tout sur l'équipe première : «Ce n'est pas à la fédération de former des joueurs. Elle doit uniquement se consacrer à l'élite des joueurs, de ceux qui composent son Équipe Nationale». Il faudra donc s'attendre à une politique spécialement consacrée à l'équipe A, et probablement à l'arrivée d'autres binationaux en sélection.

LIGUE 1:

Le CSC reverse le MCA, l'ASO accrochée par Ben Aknoun



Le CS Constantine a dominé sur fil le MC Alger (2-1) vendredi dans le choc de la 2e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, marquée également par le nul imposé par le nouveau promu l'ES Ben Aknoun à l'ASO Chlef (2-2) qui permet cependant au détenteur de la Coupe d'Algérie de prendre provisoirement les commandes. Les choses avaient relativement bien commencé pour le Mouloudia, ayant réussi à ouvrir la marque dès la 17', grâce à son meneur de jeu Youcef Belaïli sur une réalisation à la Madjer, avant de subir un retournement de situation, ayant fini par lui coûter les trois points. Les Verts et Rouge ont commencé en effet par concéder l'égalisation moins d'un quart d'heure après l'ouverture du score, devant le défenseur Nasreddine Zaâlani (30'), avant de s'incliner une deuxième fois sur un penalty de Brahim Dib à la 82', offrant ainsi la victoire au Sanafir. Une issue lourde de conséquences pour les hommes de Patrice Beaumelle, qui perdent la première place au profit de l'ASO Chlef, ayant porté son capital-points à quatre unités après le bon nul concédé chez l'ES Ben Aknoun (2-2). C'est pourtant ce dernier qui avait ouvert la marque grâce à son capitaine Abderrahmane Hachoud, ayant transformé un penalty à la 12' minute de jeu. Cependant, les Chélifiens ont eux aussi bénéficié d'un penalty à la demi-heure de jeu, et qui fut transformé dans la foulée par Mohamed Souibaâ (33'), avant que la forte pression exercée par les visiteurs n'oblige Tarek Belhouche à inscrire un but contre son propre camp à la 67'. Seulement, malmené par le MC Alger au cours de la première journée (4-0), l'ES Ben Aknoun ne semblait pas vouloir en rester là et a redoublé d'efforts pendant les vingt dernières minutes avec l'espoir de sauver au moins les meubles, et son vœu a été exaucé, avec une égalisation arrachée au forceps par Fateh Talah (90'+2). Un but important, qui permet au nouveau promu d'engranger le tout premier point de son histoire en Ligue 1, alors que malgré cette égalisation, l'ASO a réussi à s'emparer provisoirement de la tête, en attendant l'épilogue du match JS Kabylie - Paradou AC, qui se déroule en ce moment, au stade du 1er-Novembre 1954 de Tizi-Ouzou. Un duel décisif dans l'établissement de la hiérarchie dans le sommet de tableau, car les Canaris qui disposent déjà de trois points peuvent détrôner l'ASO dès ce soir, en cas de victoire contre les Pacistes. Les péripéties de cette deuxième journée se poursuivront samedi, avec l'entrée en lice du champion sortant, le CR Belouizdad, qui accueillera le NC Magra à partir de 16h00 dans son stade fétiche du 20-Août 1955, au moment où le nouveau promu US Souf se déplacera chez un autre club du Sud, en l'occurrence l'US Biskra, qui l'accueillera au stade d'El Alia à partir de 19h00. Le MC Oran et l'ES Sétif joueront également en nocturne, puisque c'est à partir de 19h00 qu'ils recevront respectivement la JS Saoura et le MC El Bayadh, à la seule différence que les gars d'El Hamri auront la chance d'évoluer devant leur public, au stade Miloud Hadefi, alors que l'Aigle noir devra faire sans, en raison du huis clos qui pèse sur lui en ce début de saison. Cette deuxième journée de Ligue 1 est amputée du match USM Alger - USM Khenchela, reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Rouge et Noir à la Coupe de la Confédération africaine.

Installation de la commission nationale du sport d'élite, de haut niveau et de détection des jeunes talents pour un mandat de 4 ans

Une commission nationale du sport d'élite, de haut niveau et de détection des jeunes talents sportifs a été officiellement installée dernièrement, "pour un mandat de quatre ans", rapporte le dernier numéro du Journal Officiel. L'organisation, le fonctionnement, ainsi que les membres de cette commission sont fixés par l'article 5 du décret exécutif N16-02 du 22 Rabie El Aouel 1437, correspondant au 3 janvier 2016, précise la même source. Parmi les membres qui composent cette commission, Absa Tidjani, représentant du ministre chargé de l'éducation nationale, Yousfi Fathi, représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Hassani Mostepha Ali, directeur chargé du sport au ministère chargé des sports, Belghoul Fathi, directeur de l'école supérieure des sciences et technologies du sport de Dely Ibrahim. A leurs côtés, certains présidents de fédérations, notamment Silini Yacine, président de la Fédération de judo et représentant du comité national olympique, Yacine Louail, président de la Fédération algérienne d'athlétisme, et Sid Ahmed Elasri, président de la Fédération algérienne Handisport. La commission compte également plusieurs techniciens, notamment Idriss Haoues, directeur méthodologique de la fédération algérienne des luttes associées, Meziane Mourad, directeur méthodologique de la fédération algérienne de Boxe, Hasiba Boulmerka, sportive d'élite et de haut niveau, et Antar Yahia, sportif d'élite et de haut niveau. "La liste des membres de la commission nationale citée ci-dessus, sera complétée par le représentant du comité national paralympique, lors de son installation. La commission peut également faire appel à toute personne susceptible de l'aider dans ses travaux grâce à ses compétences" pouvait-on encore lire dans le Journal officiel. Concernant "le secrétariat" de la commission nationale du sport d'élite et de haut niveau et de détection des talents sportifs, il sera "assuré par la direction chargée du sport" a-t-on encore précisé de même source.

ED

DIWAN



Dimanche 24 Septembre 2023

CENTRAFRIQUE :

L'ex-président Bozizé en exil condamné à la perpétuité pour «rébellion»

L'ex-président centrafricain François Bozizé, aujourd'hui chef en exil de la principale coalition rebelle, a été condamné jeudi aux travaux forcés à perpétuité à Bangui notamment pour «complot» et «rébellion», selon un jugement transmis vendredi à l'AFP par le ministère de la Justice.

ITALIE :

Giorgio Napolitano, ancien président et dirigeant historique du Parti communiste, est mort

Emmanuel Macron a salué la mémoire d'une « figure éminente de la politique italienne et (d'un) Européen convaincu ». L'ancien président italien Giorgio Napolitano (2006-2015), dirigeant historique du Parti communiste et promoteur de la construction européenne, est décédé vendredi à l'âge de 98 ans.

SELON UN NOUVEAU BILAN :

Des tirs d'obus font 5 morts à Tombouctou, Mali

Cinq personnes ont été tuées à la suite de tirs d'obus jeudi sur la ville de Tombouctou, dans un contexte de regain de tensions dans le nord du Mali, selon un nouveau bilan communiqué vendredi par le gouverneur Bakoun Kanté. Les cinq victimes ont été inhumées vendredi, a dit le gouverneur.

Une énorme explosion sur une autoroute dans la ville de Jiaying en Chine

Sur les lieux, des flammes et de la fumée se sont élevées dans le ciel. Selon la presse locale, l'explosion a été causée par un camion qui a pris feu sur l'autoroute Shanghai-Kunming, à 15 km de l'autoroute Wangdian en direction de Shanghai. La vidéo montre le camion en flammes faisant soudainement un bruit fort et lançant des flammes dans le ciel. L'incident a eu lieu ce 21 septembre et il n'y a eu aucune victime.

GÉNOCIDE AU RWANDA :

Un ex-préfet mis en examen à Paris et incarcéré

Pierre Kayondo, ancien préfet rwandais, est suspecté d'avoir participé au génocide de 1994. En septembre 2021, le Collectif des parties civiles du Rwanda (CPCR) avait déposé plainte contre lui. Pierre Kayondo, un ancien préfet rwandais suspecté d'avoir participé au génocide de 1994 dans le pays, a été mis en examen mardi à Paris et incarcéré, a appris l'AFP samedi 23 septembre de source proche du dossier.

L'Italie exige 5000 euros des migrants déboutés pour éviter la rétention

Les migrants déboutés du droit d'asile en Italie devront verser une caution de 5000 euros sous peine d'être envoyés en centre de rétention pendant l'examen de leur recours, prévoit un décret paru au journal officiel, suscitant vendredi la condamnation de l'opposition de gauche.

GHANA :

9 morts dans l'attaque d'un car dans le Nord-Est

Neuf personnes ont été tuées lors de l'attaque d'un autocar par des hommes armés dans le nord du Ghana, une région aux prises avec des violences ethniques et celles liées aux militants islamistes au Burkina Faso voisin, a indiqué vendredi 22 septembre un officiel local. L'autocar attaqué jeudi matin transportait essentiellement des femmes qui se rendaient au marché, et il bénéficiait d'une escorte policière en raison des tensions dans le district de Pusiga, près de la zone hautement volatile de Bawku, dans la région du Nord-Est. La région de Bawku est fragilisée par un conflit entre chefferies communautaires qui dégénère souvent en violences, en plus d'être menacée par une extension des exactions djihadistes qui ensanglantent le Burkina voisin. Le chef du district de Pusiga Zubeiru Abdulai a indiqué à l'AFP que neuf personnes avaient été tuées par balles lorsque leur car est tombé dans



une embuscade près d'une forêt à la frontière avec le Togo. «La police enquête à l'heure actuelle et il me serait difficile de fournir la raison de cette attaque», a-t-il ajouté. La police n'avait pas répondu dans l'immédiat aux demandes d'information.

MEXIQUE :

Huit cadavres découverts dans un parc national



Huit cadavres ont été découverts ces derniers jours dans un parc national près de la ville touristique d'Acapulco, au Mexique, a

annoncé vendredi 22 septembre une organisation non gouvernementale. «Huit corps ont été descendus de la montagne», a déclaré Socorro Gil, présidente de l'organisation Mémoire, Vérité et Justice, au cours d'une conférence de presse à Acapulco. Les cadavres ont été découverts entre lundi et jeudi dans le parc national d'El Veladero, une vaste réserve naturelle qui surplombe la baie d'Acapulco sur la côte Pacifique du Mexique. Cette découverte macabre survient trois semaines après la disparition à Acapulco de sept personnes, enlevées dans un centre de réhabilitation. Les autorités n'ont cependant pas établi de lien entre les deux événements. L'État de Guerrero, dont Acapulco est la ville la plus peuplée, est infesté de groupes criminels qui luttent constamment entre eux pour agrandir leur territoire.

INCENDIES EN SICILE, PALERME TOUCHÉE :

Au moins 2 morts

Des incendies balaient la Sicile, activés par des températures caniculaires et de forts vents de sirocco. La capitale de l'île italienne de Sicile, Palerme, a été la proie des flammes vendredi. Un campus universitaire de la ville a dû être évacué alors que le feu menaçait l'un des bâtiments. L'incendie a toutefois été maîtrisé en fin d'après-midi. Mais au moins deux personnes sont mortes, une femme de 42 ans et un homme de 68 ans, dans la région de Palerme à cause des incendies qui ont éclaté cette semaine, activés par des températures caniculaires et de forts vents de sirocco. Plusieurs routes autour de la ville étaient toujours fermées ce samedi matin en raison des flammes et de l'intervention des pompiers. La Sicile connaît



une vague de chaleur prolongée alors que l'automne s'est installé dans le centre et le nord du pays.

MASCARA :

Décès du journaliste de la Radio Farid Laâban



Farid Laâban, journaliste à la Radio régionale de Mascara, est décédé vendredi dans son domicile familial sis dans la ville de Ghriss, à l'âge de 48 ans, des suites d'une crise car-

diacque, a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt avait rejoint la Radio Régionale de Mascara en 2006 en tant qu'animateur chargé de l'information sportive et était connu pour son dévouement dans son travail et son grand intérêt pour tous les événements sportifs dans la wilaya de Mascara, a-t-on indiqué de même source. Tout au long de son parcours professionnel, il avait couvert de nombreux événements sportifs nationaux et internationaux qui se sont déroulés à Mascara, notamment les Jeux Méditerranéens dont une partie s'est déroulée au pôle sportif "Abdelkrim Kerroum" à Sig, sachant que le défunt était père de trois enfants. Suite à ce décès, le wali de Mascara, Mohamedi Farid, a présenté ses condoléances à la famille du défunt, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Le corps du défunt Farid Laâban sera inhumé, vendredi après la prière d'El-Asr au cimetière "Sidi Bakhti", de la commune de Ghriss, selon ses proches.

JAPON :

Des milliers de visiteurs au zoo de Tokyo pour dire adieu à quatre pandas rendus à la Chine

Le panda Xiang Xiang aurait dû rentrer en Chine en 2021, mais le voyage a été retardé en raison du coronavirus. Des milliers d'admirateurs japonais ont fait leurs adieux dimanche à quatre pandas qui doivent être rendus cette semaine à la Chine, pour laquelle ces mammifères constituent un moyen de resserrer ses liens diplomatiques avec d'autres pays.

SUÈDE :

Une autoroute s'effondre sur une centaine de mètres, faisant trois blessés

Le glissement de terrain s'est produit en pleine nuit dans une zone touchée par d'importantes pluies ces derniers jours. Une autoroute s'est effondrée samedi sur une centaine de mètres près de Göteborg dans le sud-ouest de la Suède, renversant des véhicules et faisant trois blessés légers, ont indiqué les secours et la police.

FESTIVAL D'AMBRONAY :

Un artiste meurt sur scène en plein spectacle

L'ensemble Cappella Mediterranea et le chœur de chambre de Namur se produisaient dans l'abbaye d'Ambronay. La 44e édition du festival baroque d'Ambronay en-deuil. Un artiste de 54 ans est mort en plein spectacle vendredi soir alors qu'il se produisait sur scène. Le concert qui se tenait dans l'abbaye de cette commune de l'Ain a été interrompu et le public évacué.

VENEZUELA :

Les autorités reprennent le contrôle d'une prison...

La bande criminelle Tren de Aragua dirigeait de facto la prison vénézuélienne de Tocoron, jusqu'à sa reprise par les forces de l'ordre. Hector Rusthenford Guerrero Flores, alias «Niño Guerrero», est recherché. Le chef du gang Tren de Aragua, bande criminelle redoutée en Amérique latine qui dirigeait la prison vénézuélienne de Tocoron (centre-nord) reprise par les forces de l'ordre mercredi, a pu s'échapper.

PHILIPPINES :

Un petit avion s'écrase avec quatre personnes à bord

Un petit avion s'est écrasé avec quatre personnes à son bord dans le centre des Philippines où des sauveteurs tentaient dimanche de retrouver des survivants, a fait savoir un responsable du secteur de l'aviation. L'appareil, un Cessna 340, a été porté disparu tôt samedi matin peu après son décollage de l'aéroport international de Bicol (est) à destination de Manille (nord-ouest).

Les États-Unis restituent à l'Iran 3500 tablettes d'argile achéménides provenant de Persépolis

Téhéran s'emploie depuis plusieurs années à obtenir le retour d'antiquités que le pays aurait prêtées aux Américains au XXe siècle à des fins de recherche. L'Iran a affirmé que des milliers de tablettes d'argile datant de l'époque de l'Empire achéménide de Perse (550-330 av. JC) lui avaient été restituées par les États-Unis.